



# Bilan national de l'activité des fédérations départementales de pêche

Exercice budgétaire 2003



# **Direction de l'Eau**

## **Bureau de la pêche**

**(Guery – Suchet – Baz)**

Analyse menée sur la base des documents comptables 2003  
provenant des fédérations  
et transmis par les Préfets de départements

Synthèse .....	page 3
Présentation de l'enquête .....	page 7
Approche comptable .....	page 8
Approche thématique .....	page 16
Conclusion générale .....	page 33
Repères chiffrés.....	page 35
Le compte de résultat moyen .....	page 44
Les comptes de résultats et soldes intermédiaires de gestion.....	page 46

## SYNTHESE

Une enquête a été lancée par la Direction de l' eau en vue de disposer d'une évaluation économique des moyens budgétaires à la disposition de l'ensemble du secteur associatif de la pêche. Les moyens des fédérations de pêche résultent en effet de l'obligation d' adhérer faite à tout pêcheur en eaux libres, en vue d'une gestion piscicole et halieutique assumée par les associations agréées de pêche. Ces fédérations de pêche ont le caractère d'établissement d'utilité publique en vertu de l'article L.434-4 du code de l'environnement.

Les 79 documents comptables des fédérations départementales de pêche, qui nous ont été communiqués (seuls 13 départements font défaut), permettent d' esquisser un premier tableau du dispositif fédéral associatif de la pêche.

Les éléments fournis par ce document montre une ossature départementale économiquement consistante, mais très hétérogène dans son déploiement géographique. En témoigne quelques chiffres clés globaux :

- une **recette globale** de plus de **45 millions** d' euros, composée de :

<b>Cotisations</b> des pêcheurs :	plus de <b>30</b> Millions d' euros
<b>Subventions</b> aux fédérations:	plus de <b>9</b> Millions d' euros
<b>Recettes</b> des piscicultures :	plus de <b>5</b> Millions d' euros
<b>Intérêts</b> sur placements financiers:	plus de <b>1</b> Million d' euros

- un **patrimoine immobilier** déclaré de plus de **36** Millions d' euros.

**Les dépenses** correspondantes à ces recettes sont décrites ici en termes très généraux, elles ne font l'objet d'investigation plus approfondies que sur l'emploi pour aborder sa dimension sociale et ses implications piscicoles et halieutiques. Les charges d' exploitation se ventilent en :

- dépenses de **fonctionnement** de l'ordre de **20** Millions d' euros
- une **masse salariale** à hauteur de **17** Millions d' euros
- **subventions** aux associations de plus de **5** Millions d' euros
- amortissements et **provisions** de plus de **3** Millions d' euros

Les structures associatives de la pêche amateur se révèlent comme des acteurs de la gestion piscicole disposant d'un **réel potentiel économique et financier**. Il paraît sous estimé sous l' angle opérationnel de la gestion piscicole et halieutique départementale. En fait, sous une perspective nationale, ces moyens budgétaires fédéraux sont d' ampleur similaire au budget du CSP ; ils montrent qu' au-delà des positions associatives, elles disposent de substantiels moyens d' action.

### **DES RESSOURCES BUDGETAIRES GLOBALEMENT CONSIDERABLES :**

*mais localement très variables...*

Sur un plan budgétaire, les 45 millions d' euros collectés par les fédérations de pêche, en font un acteur national dont les capacités d' intervention sont presque équivalentes à celles du Conseil Supérieur de la Pêche. Avec une grande différence

cependant : une forte disparité des moyens associée à une grande diversité des politiques fédérales.

La recette des cotisations des pêcheurs n' est pas la seule, c' est pourquoi l' ensemble des recettes sont détaillées dans ce document. Il faut noter que la recette totale peut doubler le produit des cotisations de pêcheurs ( 6 fédérations ), le tripler ( 3 fédérations ) voire les quadrupler pour le Calvados et le Finistère. Ainsi, les charges salariales se trouvent parfois équilibrées par les subventions ou les recettes issues d' activité de production.

Nous sommes en présence d' entités départementales très distinctes les unes des autres ; elles se démarquent entre elles par leur orientation, leur patrimoine, la nature de leur activité, le niveau ou le profil de leur budget. Les écarts des données, relevés dans les fédérations départementales enquêtées, reflètent une forte amplitude de moyens, de patrimoine ou d' activité :

- <b>Populations de pêcheurs</b>	de 5 000	à 84 000,
- <b>Cotisations</b>	de 100 000	à 850 000 euros,
- <b>Subventions</b>	de 2 000	à 425 000 euros,
- <b>Intérêts Financiers</b>	de 75	à 120 000 euros,
- <b>Productions</b>	de 1 300	à 480 000 euros,
- <b>Recettes Totales</b>	de 140 000	à 1 125 000 euros,
- <b>Patrimoine Immobilier</b>	de 23 000	à 1 680 000 euros,
- <b>Masse Salariale</b>	de 17 000	à 525 000 euros,
- <b>Déséquilibre budgétaire</b>	de -50 000	à + 500 000 euros,
- <b>Subventions associations</b>	de 0	à 300 000 euros,
- <b>Provisions</b>	de 0	à 300 000 euros .

De telles disparités, qui doivent traduire aussi des variations sensibles dans l' application des missions de gestion piscicole, d' animation associative et de politique halieutique, révèlent les failles actuelles de l' organisation nationale des pêcheurs. En effet, il faut noter que ces fédérations disposent d' une structure fédérale de simple représentation nationale, que le projet de loi sur fait évoluer en authentique fédération nationale disposant de moyens et missions d'orientation nationale.

Si l' on cherche dans cette diversité un profil moyen d' une fédération départementale de pêche, il se compose de recettes de 333 000 € de cotisations, de 103 000 € de subvention, de 82 000 € de production, de 10 000 € d' intérêts financiers, d' un capital immobilier de 400 000 € et d' une masse salariale de 192 000 €, avec une population de 18 000 pêcheurs.

Ce profil moyen est plus symbolique que représentatif de la grande diversité départementale. A noter que 11 fédérations se signalent en n' affichant aucun poste budgétaire parmi les plus élevés ou les plus bas, ce sont : la Corrèze, la Drôme, l' Indre, le Loiret, le Lot et Garonne, les Pyrénées orientales, la Haute Saône, les Deux Sèvres, le Var, la Vienne et l' Yonne.

### **Des clés pour le suivi budgétaire et le dialogue associatif :**

La surprise de cette enquête est de montrer que plus du tiers du résultat net comptable provient d'opérations exceptionnelles et financières. Il semble que certaines fédérations de pêcheurs ont des recettes issues d'opérations financières ou immobilières et n' investissent pas suffisamment dans l'exploitation de leurs missions pour améliorer la rentabilité de leurs activités.

Une structure financière saine des fédérations apparaît car la trésorerie de l'ensemble des fédérations est à un bon niveau, au point que les fédérations poursuivent une politique de placements financiers. Elles disposent d'un patrimoine immobilier conséquent, car la plupart ont prudemment privilégié la constitution d'un patrimoine bâti et foncier. Dans le contexte actuel moins favorable à la constitution de patrimoine pour les fédérations de pêcheurs, ces propriétés immobilières constituent une base concrète susceptible d'abriter des moyens d'actions qui répondent aux missions essentielles confiées aux pêcheurs.

Le montant des charges d'exploitation est élevé, avec un poids très variable des charges de personnel et une accumulation de provisions qui peut aussi aboutir à un compte globalement déficitaire. Certaines fédérations redistribuent une part de leur budget sous forme de subventions aux associations agréées locales, mais une très grande disparité caractérise ce retour aux associations de base.

Le produit d'exploitation de certaines fédérations est très hétérogène ; il est parfois faible en cas de ressource exclusivement liée aux cotisations de pêcheurs en département peu attractif pour la pêche. En effet la ressource varie selon les initiatives de la fédération qui parvient ou non à collecter des subventions ou dégager des recettes de production par la pisciculture. Dans certains cas ces piscicultures produisent des recettes importantes assimilables à des chiffres d'affaires d'entreprises .

Enfin la dernière surprise tient dans le défaut d'études financées par les fédérations. Il est tel qu'il n'a pu être commenté faute de données suffisantes. Il est pourtant en relation étroite avec la mission de gestion piscicole et halieutique, ainsi qu'avec les 9 millions d'euros de subvention perçus par les fédérations et susceptibles de soutenir ces études. A moins que ces financements couvrent largement les coûts, sans contribution des pêcheurs ; il est vrai que certaines dérogations budgétaires autorisent ce cas. Toutefois des études plus locales et moins ambitieuses pourraient être engagées et supportées par les pêcheurs dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion piscicole.

#### CONCLUSION

*Une attente de stratégie nationale dynamique ?*

Ce potentiel budgétaire, issu de l'obligation légale d'adhésion aux AAPPMA et destiné à la préservation des milieux, se révèle insuffisamment suivi et évalué par l'autorité de tutelle départementale qui doit l'encadrer ; le défaut de données dans treize départements atteste de cette situation. Le contexte associatif paraît peu mobilisateur et plutôt inquiet face à l'ampleur des évolutions actuelles, pourtant des fédérations font la preuve que l'initiative positive est largement soutenue par des subventions, qui couvrent une grande part des coûts.

Cette capacité d'action départementale suscite l'intérêt de procéder à des bilans locaux en vue d'évaluer l'ampleur et les conséquences de la disparité des moyens, ou de la diversité des stratégies fédérales. Ainsi pourrait on compenser l'actuelle inertie des retours d'information et resserrer des contacts locaux entre services de l'Etat et fédérations de pêche, qui demeurent trop occasionnels et formels, en dépit

des fonds collectés ou des enjeux piscicoles en cause. Cette note met en exergue les points clés susceptibles d'être examinés et rapprochés des orientations générales.

Par ailleurs, ce bilan de la structuration associative montre la nécessité de renforcer la solidarité et la capacité d'initiatives interdépartementales. Elles font défaut pour intégrer les logiques actuelles de bassins versants. Les structures inter-fédérales créées sur la gestion et le suivi des migrateurs témoignent d'ailleurs d'une certaine précarité. La création d'une redevance pour les milieux aquatiques assise sur l'effectif de pêcheurs et collectée par les Agences de l'eau devrait favoriser la redistribution sur des projets inter-fédéraux répondant aux objectifs de gestion cohérente par bassin.

Ce document apporte aussi les éléments d'éclairage en vue de préciser les pistes d'évaluation, en vue d'asseoir les orientations d'une politique associative nationale dans la perspective des statuts de la nouvelle structure associative nationale Pêche et Milieux Aquatiques, dotée d'un fonds spécifique. Ainsi la fédération nationale sera susceptible d'opérer les péréquations utiles pour équilibrer les moyens à la disposition de l'ensemble des fédérations ; ainsi que de guider et accompagner chaque fédération sur les missions délaissées ou en difficulté. Enfin un investissement s'impose dans la communication pour développer d'une part la sensibilité des pêcheurs pour la gestion piscicole et la préservation des milieux aquatiques, et d'autre part faire la promotion de la pêche pour garantir les ressources futures.

## **PRESENTATION DE L'ENQUÊTE**

L'enquête nationale a été menée à compter du second semestre 2004 auprès des services chargés de la pêche dans les DDAF. Elle consistait à demander communication de quelques données comptables, sur l'exercice 2003, extraites du budget de chaque fédération de pêche, annuellement présenté au préfet.

L'objectif est de disposer d'une évaluation économique des moyens budgétaires mis. Les fédérations redistribuent une part de leur budget sous forme de subvention aux associations agréées locales, qui représente environ 5 millions d'euros à l'échelle nationale. Par fédération, la part budgétaire affectée aux associations varie de 0 à 299 000 euros. Ce budget n'excède pas 50 000 € dans un certain nombre de départements, mais peut avoisiner les 100 000 € dans d'autres. 8 fédérations y consacrent néanmoins plus de 150 000 €.

à la disposition de l'ensemble du secteur associatif de la pêche. Les moyens des fédérations de pêche résultent en effet de l'obligation d'adhérer faite à tout pêcheur en eaux libres, en vue d'une gestion piscicole et halieutique assumée par les associations agréées de pêche.

79 documents nous sont parvenus et 13 départements n'ont pas répondu .

L'ensemble des 79 budgets des fédérations de pêche qui ont été examinés représentent en fait un nombre supérieur de départements, car il y a une fédération pour les deux départements Corses et une fédération qui regroupe Paris, Hauts de Seine, Seine-saint Denis, et Val de Marne. L'analyse des nombreuses données disponibles étant pleinement significative, ses résultats chiffrés sont présentés ci-après sans ajustements pour conserver leur caractère de représentation d'une situation réelle. Les données minimales retenues font abstraction des valeurs de la fédération du Territoire de Belfort, dont l'effectif de pêcheurs et les capacités ne peuvent représenter un contexte similaire aux autres départements.

Les éléments-clés transcrits dans la synthèse nationale ont par contre fait l'objet d'ajustement, sur la base d'une estimation pour corriger le défaut de données des 13 départements restés sans réponse à l'enquête. Ces données manquantes concernent un groupe de fédérations qui, sur le plan des effectifs de pêcheurs, se distribue sur le même profil que les 79 départements analysés. En fait seul un léger décalage est constaté : celui du regroupement de la majorité des fédérations entre 13 000 et 30 000 pêcheurs pour ce petit échantillon contre des seuils de 15 000 et 30 000 pêcheurs pour l'ensemble des départements analysés. Dès lors aucun impact significatif n'est susceptible d'affecter les résultats globaux que l'on peut approcher en appliquant un ratio moyen départemental aux départements sans données.

### *13 départements n'ayant pas communiqué de données*

*CANTAL, CHARENTE MARITIME, CHARENTES, EURE,  
EURE et LOIRE, JURA, LANDES, LOIRE ATLANTIQUE,  
LOT, NIEVRE, PAS de CALAIS, TARN et GARONNE, VAUCLUSE*

**LE BUDGET DES FEDERATIONS DE PECHE  
APPROCHE COMPTABLE**

LE BILAN FONCTIONNEL D'UNE FEDERATION TYPE

LE COMPTE DE RESULTAT MOYEN

LES RECETTES

LES CHARGES

**LE BUDGET DES FEDERATIONS DE PECHE  
APPROCHE COMPTABLE**

L'approche comptable développée ci-après détaille les éléments issus des comptes de résultat issus du budget 2003 des fédérations départementales. L'esquisse générale peut être donnée un bilan moyen d'une fédération de pêche. C'est le bilan de la fédération du FINISTERE qui se révèle le plus proche des moyennes arithmétiques des différents postes examinés, dès lors il est présenté comme « bilan moyen » ci-dessous. La forme retenue est celle du bilan fonctionnel dont les agrégats sont plus expressifs et conformes aux analyses comptables retenues pour le budget du CSP.

<b><i>Le bilan fonctionnel d'une fédération type</i></b>	<b>2003</b>
Ressources stables	2 275 022
Emplois stables	1 987 938
<b><i>Fond de Roulement ( FDR)</i></b>	<b>287 084</b>
Actif circulant	134 942
Dettes d'exploitation	223 788
<b><i>Besoin en Fond de Roulement ( BFR )</i></b>	<b>-88 846</b>
<i>Trésorerie active</i>	<b>287 084</b>
<i>Trésorerie passive</i>	<b>-88 846</b>
<b><i>Trésorerie nette</i></b>	<b>375 930</b>

L'objectif d'équilibre minimum du bilan entre actif et passif ne peut suffire. Le bilan fonctionnel propose un reclassement des postes du bilan entre les quatre grandes masses permettant de déterminer le fonds de roulement.

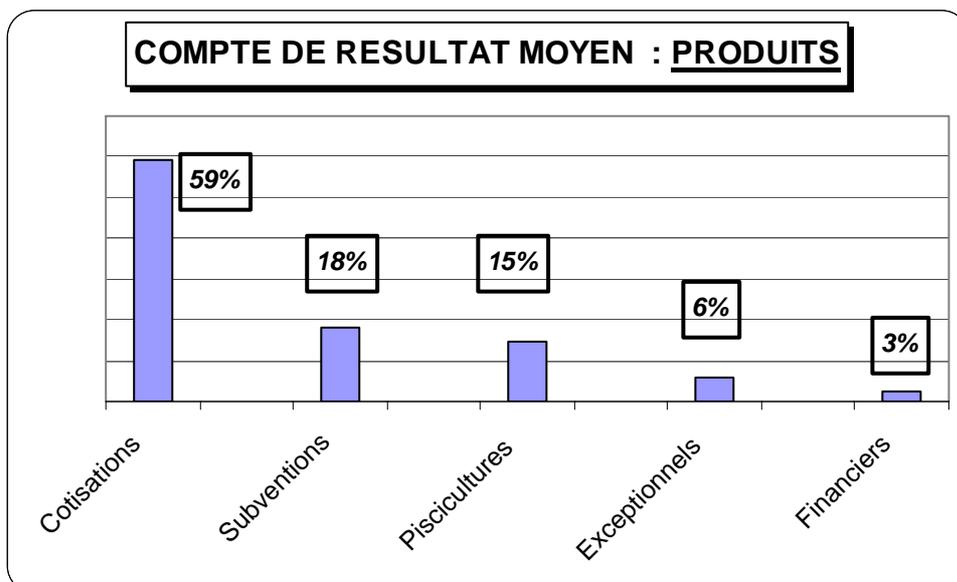
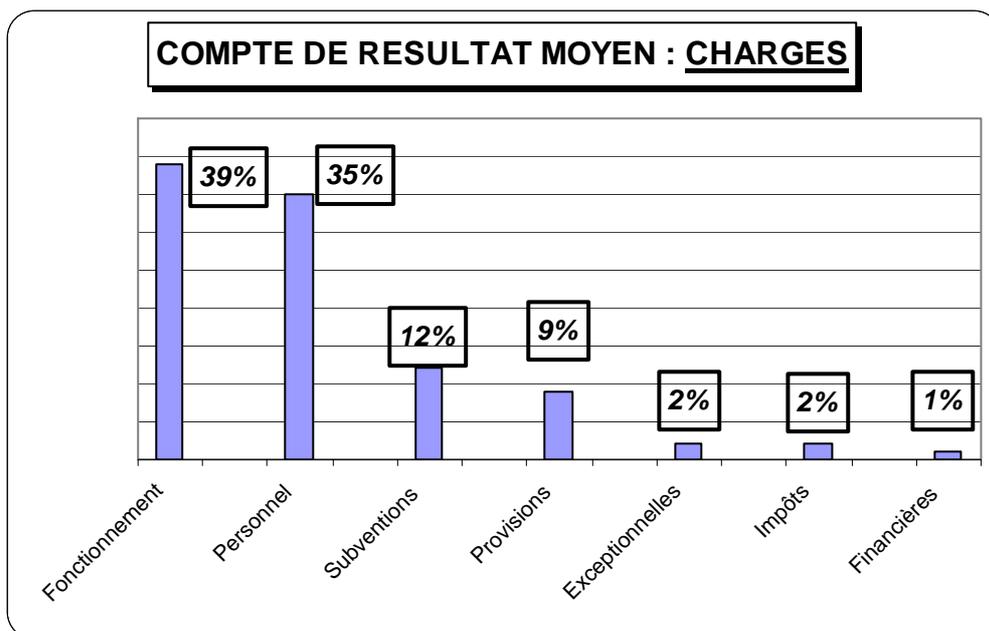
Une ressource durable et structurelle de 287 084 euros, soit 7, 5 de mois de fonctionnement, ressort de l'analyse du fond de roulement.

Le déséquilibre négatif de - 88 846 euros, est largement couvert par le FDR , comme en témoigne le calcul du besoin en fond de roulement. Ceci illustre donc une structure financière saine.

**LE COMPTE DE RESULTAT MOYEN**

LES FEDERATIONS FONT DES PROVISIONS :

Des tableaux ont été réalisés à partir des comptes d'exploitation reçus pour faire ressortir les soldes intermédiaires, une synthèse de l'ensemble des comptes de résultat et un compte de résultat moyen (tableaux en annexe). Le compte de résultat moyen d'une fédération fait apparaître les éléments suivants :



## **1. ELEMENTS LIES A L'EXPLOITATION**

### ***a) Un excédent brut d'exploitation moyen : 66 733 €***

Le résultat d'exploitation moyen est de - 11 755 €. C'est à priori un mauvais résultat puisque 44 fédérations, de nature associative, ont enregistré un résultat d'exploitation négatif. Une entreprise, considérerait que l'activité principale de l'organisme n'est pas profitable et qu'il faudrait mettre en place des stratégies correctives. Ce n'en est pas moins vrai pour une association en recherche d'optimisation de ses moyens.

Pour affiner ce résultat d'exploitation, des soldes intermédiaires de gestion ont été calculés et en particulier « l'excédent brut d'exploitation ». Cet EBE est plus significatif de la performance des fédérations, que le résultat d'exploitation, puisqu'il n'incorpore pas les charges calculées (amortissements et provisions). Ce nouvel

indicateur produit un excédent brut d'exploitation moyen de 66 733 € et il ne reste plus que 14 fédérations qui enregistrent un solde négatif.

**b) Moyenne des charges d'exploitations : 530 353 €**

Ce montant des charges d'exploitation est élevé, mais il peut être encore plus important dans certaines fédérations pour des motifs assez variables :

- **Dépenses de fonctionnement : 53%**

Elles se décomposent en 2 parties :

**76%** de ces dépenses de fonctionnement sont consacrés aux **achats et services** extérieurs. Par rapport à la moyenne nationale, on constate une grande disparité dans les charges d'exploitation des fédérations : 320 995 € pour la fédération des Hautes-Pyrénées (13 040 pêcheurs) entraînant un résultat négatif de 24 059 € et avec un maxima de 1 108 157 € pour celle du Puy de Dôme (18 558 pêcheurs).

**24%** correspondent aux autres charges, comprenant notamment les **subventions aux associations**, qui ne représentent que 12,5% de la moyenne des charges d'exploitation. Mais la part consacrée à ces subventions aux associations peut s'élever sensiblement dans certains départements.

- **Charges de personnel : 36%**

Le poids des charges de personnel peut être conséquent et se trouver à l'origine d'un compte déficitaire ( 523 799 € pour la fédération du Morbihan entraînant un résultat négatif de 55 833 €).

- **Amortissements et provisions : 9%**

L'accumulation de provisions peut aussi aboutir à un compte déficitaire : Provisions de 326 097 € pour la fédération du Calvados entraînant un résultat négatif de 301 594 €).

**c) Moyenne des produits d'exploitation : 518 598 euros,**

- **Cotisations et autres produits : 64%**
- **Subventions d'exploitation : 20%**
- **Piscicultures : 16%**

Le montant des produits d'exploitation de certaines fédérations est parfois faible pour diverses raisons :

Pas d'activité de pisciculture comme la fédération de la Somme (17 144 pêcheurs) qui enregistre un déficit de 80 973 € pour son résultat d'exploitation. Pour la comparaison, la fédération de la Sarthe (20 474 pêcheurs) et son chiffre d'affaires de 825 587 €.

Subvention d'exploitation symbolique de 2 246 € pour la fédération de l'Aisne (16 663 pêcheurs) pour un résultat d'exploitation négatif de 21 305 €. Pour la comparaison, la fédération du Morbihan (11 169) reçoit 424 089 € de subvention d'exploitation.

Peu de cotisations comme la fédération de Seine Maritime (7 339 pêcheurs) qui annonce 18 187 € pour un résultat négatif de 3 317 €. Pour la comparaison, la fédération du Maine et Loire (29 847 pêcheurs) déclare 721 086 € de cotisations.

Les 32 fédérations qui ont enregistré un résultat d'exploitation positif se distinguent par un certain savoir-faire, comme la fédération de Savoie qui enregistre un solde positif record de 477 972 €. La recette de ce succès : un chiffre d'affaires important avec le produit de ses piscicultures de 480 072 € (2<sup>ème</sup>), des subventions d'exploitation conséquentes de 227 979 € (3<sup>ème</sup>) et un bon niveau de cotisations de 341 803 € (38<sup>ème</sup>) avec ses 12 953 pêcheurs.

Par rapport à la moyenne nationale des produits d'exploitation, on constate une grande disparité dans les produits d'exploitation des fédérations : 64 153 € pour la fédération du Territoire de Belfort et 1 090 206 € pour celle du Puy de Dôme.

## **2. ELEMENTS LIES AU FINANCEMENT**

### **a) Une moyenne excédentaire du résultat financier : + 10 248 €**

Il mesure le résultat des placements financiers et montre que le niveau de la trésorerie de l'ensemble des fédérations est à niveau suffisant et que des fédérations poursuivent une politique de placements financiers.

Sur les 76 départements analysés, 20 fédérations déclarent un résultat financier supérieur à la moyenne nationale et 12 fédérations enregistrent un résultat financier négatif. On constate l'écart entre la fédération de la Marne (13 912 pêcheurs) qui enregistre un résultat financier positif de 284 890 € et l'Ariège (10 099 pêcheurs) avec un résultat financier négatif de 28 013.

### **b) Moyenne des charges financières : 3 921 €**

(0,72 % du total des charges)

31 fédérations déclarent 0 € et 14 fédérations déclarent des charges financières supérieures à 3 921 € (moyenne nationale).

Certaines fédérations cependant déclarent des montants particulièrement élevés, comme celle de l'Aisne qui déclare 108 702 € pour des « charges nettes sur cessions de valeurs mobilières et de placements ».

### **c) Moyenne des produits financiers : + 14 169 €**

(2,49% du total des produits)

4 fédérations déclarent 0 € et 15 fédérations déclarent des montants supérieurs à 14169 € (moyenne nationale). La fédération de la Marne déclare 284 891 € provenant notamment « d'opérations en commun ».

## **3. ELEMENTS EXCEPTIONNELS**

### **a) Une remarquable moyenne du résultat exceptionnel : + 25 383 €**

Ce solde positif de 25 383 € mesure le résultat des opérations autres que courantes et financières. C'est un résultat particulièrement conséquent qui provient essentiellement de la cession des éléments d'actifs et des reprises sur provisions réglementées ( assimilable aux pratiques d'entreprises pouvant réduire leur bénéfice

*comptable et fiscal par le biais de dotations aux provisions exceptionnelles pour prendre en compte la hausse de matières premières notamment).*

26 fédérations déclarent un résultat financier supérieur à la moyenne nationale et 15 fédérations enregistrent un résultat exceptionnel négatif. La fédération du Calvados (8 414 pêcheurs) enregistre un résultat exceptionnel positif de 288 708 € et celle de la Marne (13 912 pêcheurs) un résultat exceptionnel négatif de 33 431 €.

b) Moyenne nationale des charges exceptionnelles : + **10 969 €**

(2,01 % du total des charges)

12 fédérations déclarent 0 € et 23 fédérations déclarent des charges exceptionnelles supérieures à 10 969 € (moyenne nationale). La fédération du Doubs déclare 52 959€ pour des opérations de gestion et de provisions.

c) Moyenne nationale des produits exceptionnels : + **36 352 €**

(6,39% du total des produits)

Il y a 7 fédérations qui déclarent 0 € et 22 fédérations déclarent des montants supérieurs à 36 352 € (moyenne nationale). La fédération du Calvados déclare 290389 € provenant de « reprises sur provisions ».

#### **4. LE RESULTAT NET COMPTABLE MOYEN + 102 244 €**

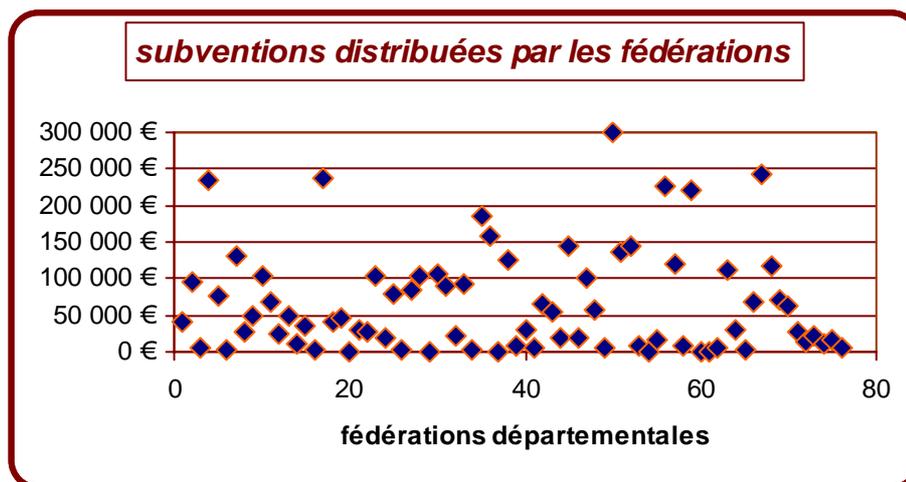
Le résultat net comptable moyen, qui est de + 102 244 €, provient pour 65% du résultat d'exploitation, de 25% du résultat exceptionnel et de 10% du résultat financier.

La surprise de cette enquête est de montrer que plus du tiers du résultat net comptable provient d'opérations exceptionnelles et financières. Il semble que certaines fédérations de pêcheurs ont des recettes dans des opérations financières ou immobilières qu'elles n'investissent pas dans l'optimisation de leurs activités pour en améliorer la rentabilité.

<b><i>DES CHARGES D'EXPLOITATIONS VARIABLES ET DIVERSES</i></b>
---

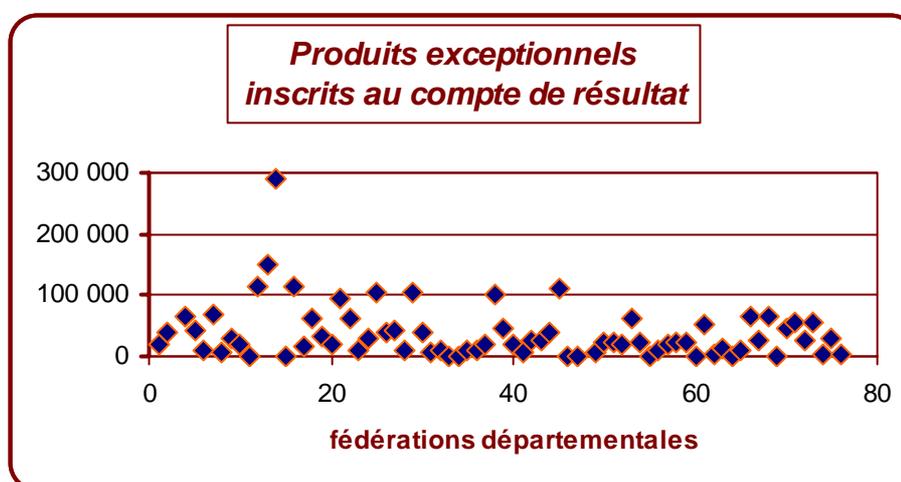
**LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS** : *des politiques très contrastées...*

Les fédérations redistribuent une part de leur budget sous forme de subvention aux associations agréées locales, qui représente environ 5 millions d'euros à l'échelle nationale. Par fédération, la part budgétaire affectée aux associations varie de 0 à 299 000 euros. Ce budget n'excède pas 50 000 € dans un certain nombre de départements, mais peut avoisiner les 100 000 € dans d'autres. 8 fédérations y consacrent néanmoins plus de 150 000 €.



**LES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS :**

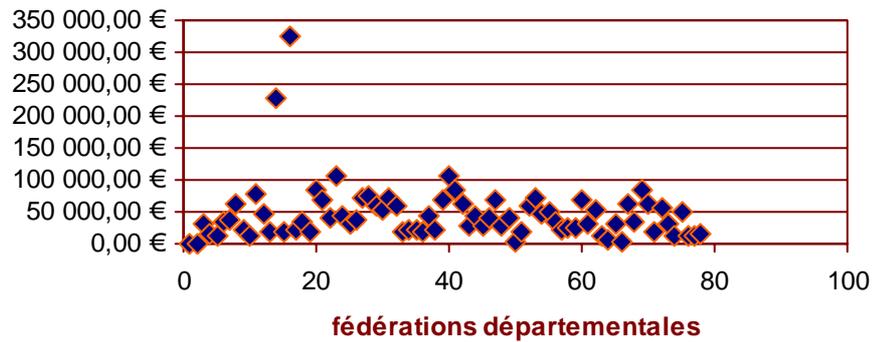
Les charges exceptionnelles représentent 833 000 € au plan national et 2 % du compte de résultat. Ceci contraste avec les produits exceptionnels qui eux atteignent 2 762 000 € et plus de 6 % des recettes globales. Ces derniers sont souvent inférieurs à 50 000 €, mais dans certains départements ils sont de l'ordre de 100 à 150 000 € et 290 000 euros sont enregistrés dans une fédération.



**LES FEDERATIONS FONT DES PROVISIONS :**

Avec près de 3,5 millions d'euros de provision, ce poste budgétaire paraît significatif à l'échelle nationale. Dans les comptes de résultats départementaux ces « amortissements et provisions » se tiennent souvent à hauteur de 50 000 €, mais une vingtaine de fédérations vont jusqu'à 100 000 €. Il faut noter que 4 fédérations portent à plus de 100 000 € ces provisions, qui culminent à 200 et 300 000 euros.

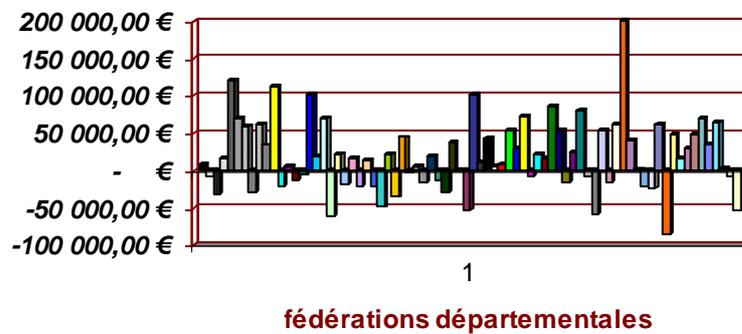
### **niveau des provisions au bilan des fédérations**



### **DES COMPTES EN DESEQUILIBRE POSITIF :**

Les déséquilibres affichés par les comptes de résultats se tiennent dans une marge de plus ou moins 50 000 euros, plus souvent en bénéfice ; quoique le plus fort déficit est 85 000 €. Au delà les écarts constatés de 10 000 € et plus sont bénéficiaires. Il faut signaler qu'une fédération ( la Savoie ) déclare un bénéfice de 503 000 euros.

### **déséquilibre du compte de résultat**



**LE BUDGET DES FEDERATIONS DE PECHE  
APPROCHE THEMATIQUE**

LES BUDGETS THEMATIQUES NATIONAUX

LES DISPARITES FEDERALES

*COTISATIONS*

*SUBVENTIONS*

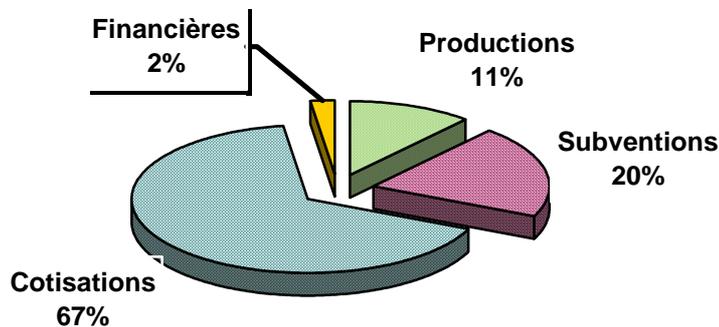
*PISCICULTURES*

*INTERETS FINANCIERS*

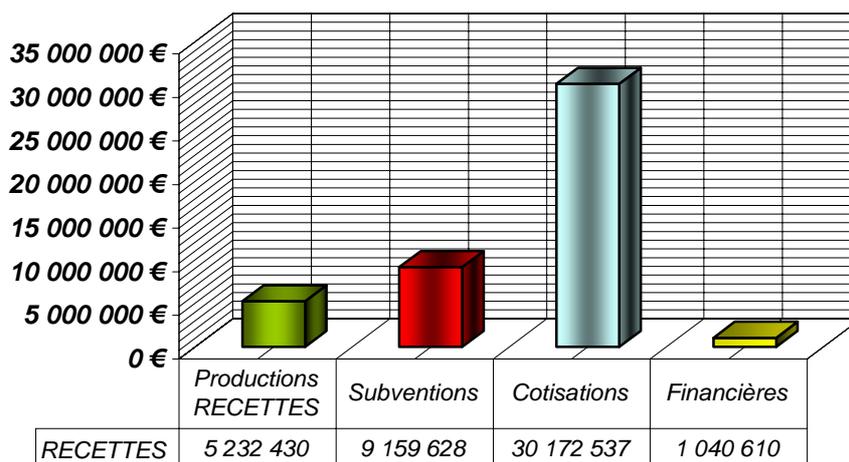
*IMMOBILIER*

*PERSONNEL*

## RECETTES des FEDERATIONS de PECHE



## RECETTES GLOBALES des FEDERATIONS de PECHE



LES COTISATIONS : une ressource principale et un rendement très variable ...

L' écart entre les cotisations minimales et maximales est de plus de 700 000 euros, qui laisse augurer de potentiels opérationnels sensiblement différents, pour réaliser les missions qui incombent aux fédérations de pêche. La disparité des recettes de cotisations des fédérations reflète deux composantes : la diversité des effectifs de pêcheurs selon les départements, et la diversité des cotisations selon le type de carte de pêche.

La plupart des fédérations présentent une ressource de cotisations située entre 160 000 euros et 500 000 euros, avec un pic de fréquence à hauteur des 300 000 euros qui compose le niveau moyen national.

DES FINANCEMENTS TRES CONTRASTES : **un niveau d'aide qui a pu atteindre 400 000 €...**

Les subventions perçues représentent 20 % du budget global de l'ensemble des fédérations, elles renforcent donc sensiblement leur capacité d'action tant opérationnelle que stratégique. Toutefois d'imposants financements semblent polarisés sur quelques fédérations.

Même si l'on exclu les valeurs extrêmes, il apparaît que la plupart des fédérations (62) ont bénéficié de subventions variant de 15 000 à 200 000 euros. L'amplitude considérable de l'écart de ces financements montre que la moyenne masque une réelle disparité entre les départements. Ces écarts sont révélateurs de la reconnaissance locale et de la capacité d'initiative fédérale.

Ainsi les subventions les plus élevées de 250 000 euros à 400 000 €, comme pour le MORBIHAN, représentent l'équivalent du budget d'une année de cotisations d'une fédération moyenne. La fédération des Alpes de Haute Provence illustre cela avec environ 160 000€ de subventions d'une part et de cotisations d'autre part.

**LA PISCICULTURE** : *activité de production liée aux espèces en difficulté  
...ou à la pression de pêche ?*

En fait, le contexte général montre une répartition des recettes de pisciculture sur un vaste gradient de 1 500 à 150 000 €. La nature de ces productions peut être variable ; l'activité de pisciculture de juvéniles de repeuplement devrait composer l'essentiel de ce poste, mais son ampleur et son intensité peuvent varier sensiblement : d'une production saisonnière en petits plans d'eau jusqu'à l'écloserie et l'élevage permanent de salmonidés. Dans certains cas ces piscicultures produisent des recettes importantes assimilables à des chiffres d'affaires d'entreprises ; mais l'analyse succincte des comptes ne peut aborder ces éléments.

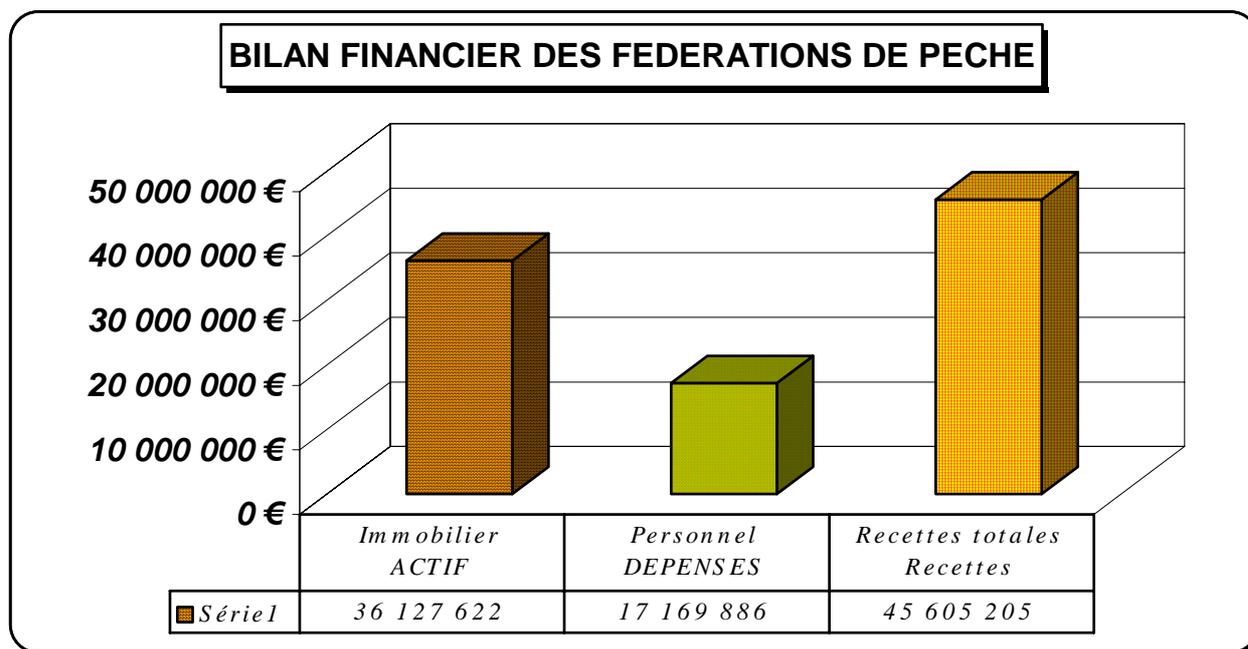
Longtemps les piscicultures étaient gérées en vue de repeupler les secteurs de pêche pour satisfaire les pêcheurs, lors des ouvertures notamment. Une liaison forte reliait la pisciculture à la pression de pêche. Les objectifs de production sont actuellement plus orientés vers le soutien de populations piscicoles, migratrices ou non, exposées aux dégradations des milieux. La cohérence à l'échelle inter-fédérale et de bassin devrait se développer pour ces productions.

Il conviendrait aussi de croiser les coûts réels de production assumés par les fédérations avec les financements distribués par le C.S.P. tant en subvention, qu'en redistribution de la redevance hydroélectrique. Le débat d'opportunité de ces productions reste ouvert.

**UNE EPARGNE DE PRECAUTION** : *qui génère des recettes parfois élevées jusqu'à 100 000 €...*

Les placements financiers sont justifiés dans l'activité des fédérations de pêcheurs, qui doivent maintenir une activité structurelle permanente avec des cotisations à fort caractère saisonnier. En outre, elle collectent les taxes piscicoles qu'elles font progressivement parvenir à l'agent comptable du C.S.P. L'épargne est propice à la gestion à moyen terme ; elle compose un fonds sur lequel l'Etat et le CSP ont pu compter lors d'aléas budgétaires et de retards de versements de subvention. A un niveau trop élevé, le placement financier semble tenir plus du doute et de

l'incertitude quant à une stratégie dynamique pour soutenir et servir l'activité de la pêche de loisirs, que de la spéculation.



Cette approche rapide et très générale des budgets des fédérations de pêche a pour simple objectif de faire apparaître les contours de l'économie du secteur associatif de la pêche. L'échelon départemental est le seul analysé car il répondait à notre objectif et aux moyens limités d'investigation accordés à cette enquête. Le traitement des données est focalisé sur la description des recettes par très grandes masses en vue de discerner la réalité opérationnelle à l'échelle des départements.

**L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER PRIVILEGIE : un point clé pour l'évolution à venir !**

Le patrimoine immobilier des fédérations est conséquent, car la plupart ont privilégié la constitution d'un patrimoine bâti et foncier. Il provient souvent de recettes acquises antérieurement, lorsque 5 millions de pêcheurs étaient recensés en France, notamment pour les fédérations qui se sont rapprochées du seuil de 10 000 pêcheurs. La plupart des fédérations ont donc un siège départemental où abriter leur activité. Le graphique montre qu'au delà du capital moyen, influencé par les extrêmes, les fédérations se regroupent entre 200 et 400 000 euros.

Dans le contexte actuel moins favorable à la constitution de patrimoine pour les fédérations de pêcheurs, ces propriétés immobilières constituent une base concrète susceptible d'abriter des moyens d'actions qui répondent aux missions essentielles confiées aux pêcheurs. L'actualité reste antinomique sur ce sujet du patrimoine immobilier au vu du Conseil supérieur de la pêche qui a dû renoncer à son siège parisien, il y a peu de temps. Toutefois ces moyens fonciers et bâtis fédéraux peuvent favoriser divers emplois et des recettes corollaires significatives, lorsqu'ils sont gérés dans une dynamique de retour aux peuplements piscicoles. C'est donc leur valorisation au profit d'activités halieutiques ou piscicoles qui offre le plus d'intérêt pour une économie de la pêche de loisir en difficulté.

### **UN VRAI SECTEUR POTENTIEL D'EMPLOI : peu lié à la population de pêcheurs...**

L'influence générale de l'effectif de pêcheurs n'est pas démentie, car elle compose l'un des facteurs limitant ; mais elle ne reflète pas la réalité de l'emploi dans les fédérations de pêche.

La stratégie poursuivie par les fédérations apparaissent dans les plans départementaux de gestion piscicole ou les plans de développement du loisir pêche, lorsqu'ils existent. Leur élaboration suppose le recrutement de personnel compétent qu'il convient ensuite de pérenniser afin d'animer, d'organiser l'activité fédérale et des associations sur les axes opérationnels dégagés par ces plans. Ces documents ont en effet vocation à définir des stratégies opérationnelles qui répondent aux problèmes mis en évidence par les états des lieux départementaux.

Les fédérations de pêche semblent avoir des difficultés à opter pour l'un ou l'autre des axes, alors que les deux missions : préservation des peuplements piscicoles et promotion du loisir pêche entrent toutes les deux dans leur champ de responsabilité. La mobilisation actuelle pour privilégier la surveillance plutôt que la technicité ou l'animation témoigne des difficultés stratégiques départementales.

La part des emplois piscicoles paraît aussi très conditionnée aux subventions, comme l'illustre le cas des structures associatives engagées dans les suivis des migrateurs à l'échelle des grands bassins versants. Les financements par l'Etat, les Agences de l'eau ou le CSP de ce type d'emploi connaissent une réforme avec une phase de doute et de précarisation, qui témoigne de la part financière réduite prise par les fédérations de pêche.

### **LES ETUDES : L'élément invisible de l'enquête...**

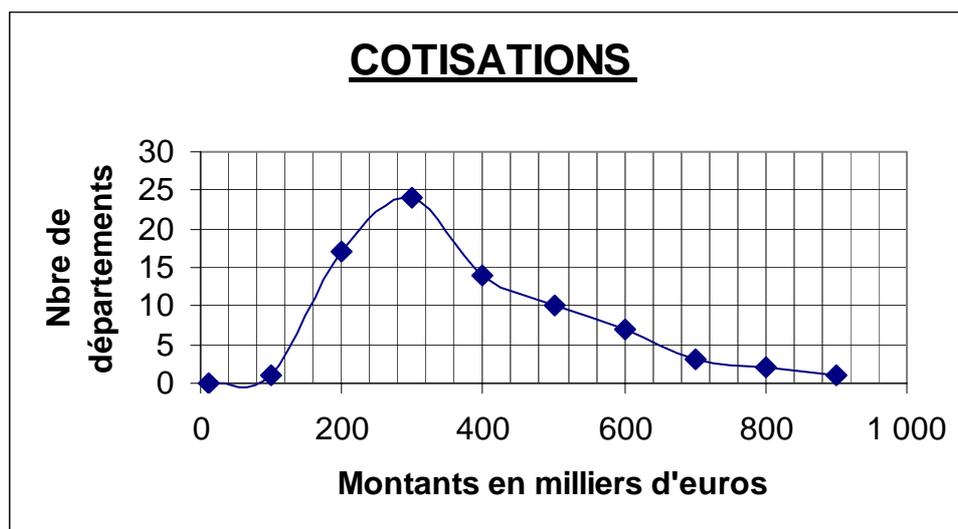
Ce poste budgétaire n'est pas explicite et fréquemment vide, seules 12 fédérations inscrivent des dépenses en études ou recherches. ce poste n'est donc généralement pas provisionné dans les budgets des fédérations de pêche. Seuls 4 départements ont dépensé plus de 10 000 euros en études : l'ILLE et VILAINE, le CALVADOS, la SAVOIE et la VIENNE.

Le défaut d'études financées par les fédérations est tel qu'il n'a pu être commenté faute de données suffisantes. Il est pourtant en relation étroite avec la mission de gestion piscicole et halieutique, ainsi qu'avec les 9 millions d'euros de subvention perçus par les fédérations et susceptibles de soutenir ces études.

Il est concevable que les études sont néanmoins engagées par les fédérations sans dépenses spécifiques dès lors qu'elles disposent d'un expert piscicole, de personnel technique et de matériel de pêche électrique. Il est possible aussi que les fédérations sans ingénieur spécialisé, considèrent la recherche et l'expertise comme extérieures à leurs missions et laissent au CSP la charge de cette compétence.

## **COTISATIONS : 30 MILLIONS D'EUROS**

Les cotisations des pêcheurs sont arrêtées par l'enquête à 25 909 031 €, avec une moyenne départementale de 327 962 €, soit une évaluation nationale à hauteur de **30 172 537 €**. Les minimas et maximas sont respectivement de 106 806 € pour la Seine Maritime et 849 716 € pour le Puy de Dôme.



### **Une ressource budgétaire hétérogène :**

Le graphique montre la diversité des ressources des fédérations de pêche. Elle résulte en grande partie du niveau des cotisations collectées. Sur ce plan, une grande diversité des contextes est évidente, qui traduit la différence d'effectif des pêcheurs dans les départements corrélée aux montants variables des cotisations prélevées sur les pêcheurs.

La plupart des fédérations présentent une ressource de cotisations située entre 160 000 euros et 500 000 euros, avec un pic de fréquence à hauteur des 300 000 euros qui compose le niveau moyen national.

L'écart entre les cotisations minimales et maximales est de plus de 700 000 euros, qui laisse augurer de potentiels opérationnels sensiblement différents, pour réaliser les missions qui incombent aux fédérations de pêche. Une approche du nombre de fédérations concernées par ces ressources faibles ou fortes a permis de discerner deux groupes :

- 8 fédérations se trouvent sous un seuil de ressource de 160 000 euros, aux côtés de la fédération de Seine Maritime dont la recette de cotisation se limite à **106 806 €** avec seulement 8 152 pêcheurs ;
- 13 fédérations disposent d'un niveau de ressource de plus de 500 000 euros, comme la fédération du Puy de Dôme, qui affiche la recette maximale de **849 716 €** issue des cotisations de 25 220 pêcheurs.

Le niveau des cotisations est la clef de la capacité d' action des fédérations de pêche, c' est le facteur limitant des « missions » et des « ambitions ». Il justifie l' axe stratégique de la promotion de la pêche, qui conditionne les autres activités fédérales. Il met aussi en évidence une géographie des maillons forts et faibles entre lesquels des transferts solidaires pourraient jouer.

### **Un jeu de facteurs entre le nombre et le prix des cotisations :**

La disparité des recettes de cotisations des fédérations reflète logiquement la diversité des effectifs de pêcheurs selon les départements. Ainsi, la fédération du NORD avec 84 000 pêcheurs affiche une recette de 590 000 euros de cotisations, par contre le FINISTÈRE recueille 153 000 euros issus de ses 7 800 pêcheurs.

Toutefois, ce principe général n' est pas une loi proportionnelle qui régit l' ensemble des recettes de cotisations, puisqu' elles résultent d' une diversité de prix des cartes de pêche. Il conviendrait d' intégrer à l' analyse de chaque département de nombreux éléments significatifs, tels que l' attractivité du potentiel piscicole, le type de pêche pratiquée ou le niveau de vie des populations de pêcheurs qui résident ou fréquentent le département.

Il convient d' observer plus attentivement les différences départementales qui révèlent les incidences d' autres facteurs liés aux stratégies fédérales. Ainsi en **SAÔNE et LOIRE**, avec la moitié des pêcheurs du NORD (44 000) les cotisations représentent 510 000 euros, elles restent proches des 590 000 euros du NORD. D' autres recettes de cotisations se placent très au dessus de la moyenne ; elles sont enregistrées en **PUY DE DÔME** avec 849 700 euros pour 25 000 pêcheurs. Plus de 700 000 euros sont perçus en **MAINE ET LOIRE** et **HAUTE GARONNE** avec environ 30 000 pêcheurs. La **DORDOGNE** reçoit 680 000 euros issus de 24 000 pêcheurs. Ces recettes sont bien plus élevées que celles des autres fédérations de même niveau en population de pêcheurs qui se situent à hauteur de 400 000 euros. Enfin, avec des effectifs inférieurs (13 000 pêcheurs), la fédération de la **MAYENNE** encaisse 644 000 euros, alors qu' à même effectif les recettes se situent en général sous les 200 000 euros.

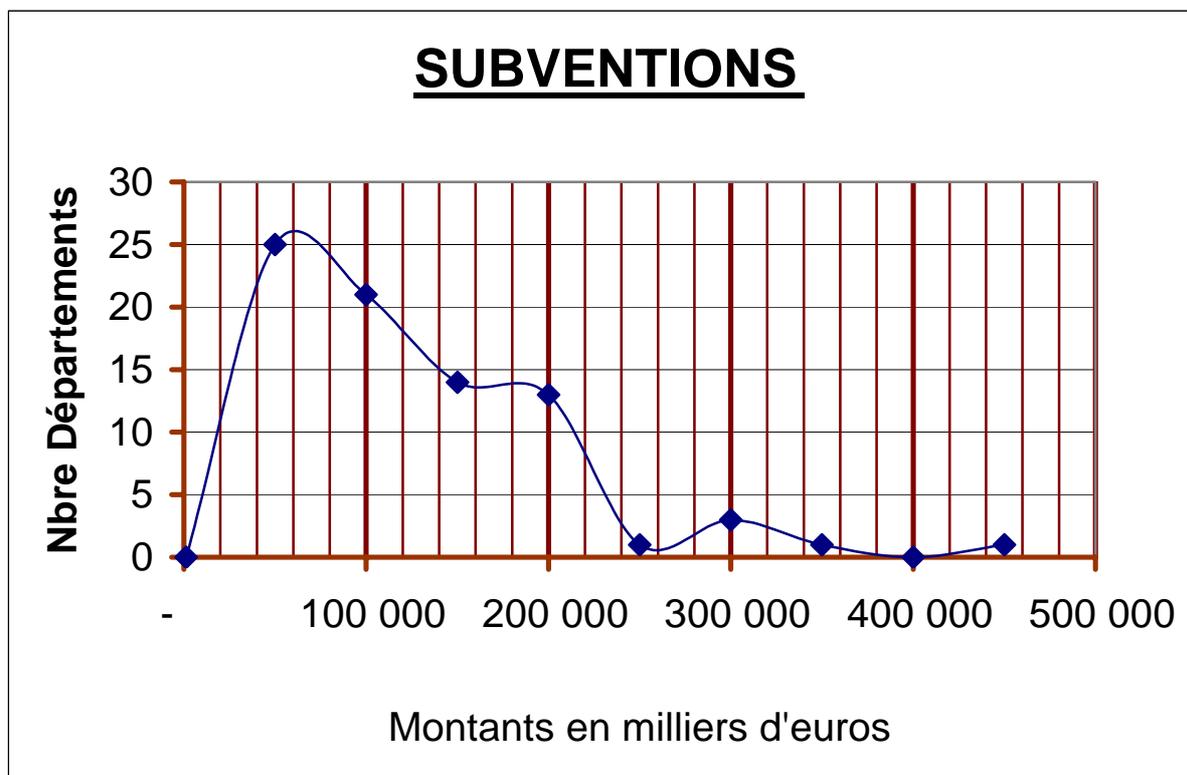
### **MASSES CRITIQUES DES FEDERATIONS ET SOUTIEN NATIONAL :**

Ces variations reflètent donc bien des effets significatifs liés à la nature des cartes de pêche, et l'existence de produits pêche, qui peut aussi être déterminante. Une analyse plus complète et approfondie pourrait se révéler instructive, quant au rendement réel de la diversité des cartes de pêche et des initiatives touristiques ou de loisirs de proximité. Au vu de la diversité des revenus dégagés des cotisations, dans un contexte de régression des pêcheurs, il y a certainement lieu de repérer les stratégies les plus efficaces pour les promouvoir plus largement.

Il convient aussi de déterminer des seuils de « masse critique » en deçà desquels les fédérations ne sont plus en mesure d'honorer les missions définies pour leur agrément, et qui justifient une solidarité et un soutien national, par la future fédération Nationale de la Pêche et des Milieux Aquatiques. Des ratios seraient nécessaires, selon l'ampleur, l'état ou la vulnérabilité de la ressource aquatique et piscicole. Localement, le niveau de pression halieutique élevé autant que sa régression rapide sont à considérer pour caractériser le type de soutien utile à la fédération.

## **SUBVENTIONS : 9 MILLIONS D'EUROS**

Les subventions aux fédérations de pêche sont comptabilisées par l'enquête à hauteur de **7 865 335 €**, avec une moyenne départementale de **99 561 €**, soit une évaluation nationale à hauteur de **9 159 628 €**. Les minimas et maximas sont respectivement de 2 246 € pour l'Aisne et 424 089 € pour le Morbihan.



### **Des financements très contrastés :**

Même si l'on exclu les valeurs extrêmes, il apparaît que la plupart des fédérations ( 62 ) ont bénéficié de subventions variant de 15 000 à 200 000 euros. L'amplitude considérable de l'écart de ces financements montre que la moyenne masque une réelle disparité entre les départements.

11 fédérations parmi les moins dotées, ont perçu moins de 15 000 €. Elles semblent isolées des collectivités territoriales et de l'Etat dans leur département et ne pas porter de projet d'envergure départementale ou réellement fédérateur. Ainsi la fédération de l'Aisne, forte de 23 035 pêcheurs, n'a mobilisé que 2 246 euros de subventions en 2003.

Par contre quelques fédérations ont obtenu des financements conséquents. En effet l'enquête révèle que 1 786 779 € vont à 6 fédérations de pêche. A l'instar de la fédération du MORBIHAN avec 13 471 pêcheurs, qui est parvenue à collecter 424 089 euros en 2003. Ainsi les subventions les plus élevées, de 250 000 euros à 400 000 €, représentent l'équivalent du budget d'une année de cotisations d'une fédération moyenne. La fédération des Alpes de Haute Provence illustre cela avec environ 160 000€ de subventions d'une part et de cotisations d'autre part, à l'instar du Calvados ou d'autres départements.

### **L'INITIATIVE PRIME SUR L'EFFECTIF DE PECHEURS :**

Les subventions perçues représentent 20 % du budget global de l'ensemble des fédérations, elles renforcent donc sensiblement leur capacité d'action tant opérationnelle que stratégique. Toutefois d'imposants financements semblent polarisés sur quelques fédérations.

Ces soutiens financiers sont désormais liés à la capacité d'initiative fédérale, à sa faculté de faire valoir les enjeux piscicoles (migrateurs, ...) et de se faire reconnaître par les collectivités comme un interlocuteur ou un acteur crédible d'une politique ambitieuse. Mais il faut aussi compter avec les contextes naturels, ou les opportunités des politiques territoriales et l'économie des départements. En fait sur ce plan, la population de pêcheurs n'apparaît plus comme déterminante, même si elle reste un facteur limitant la capacité opérationnelle des fédérations (moyens financiers et humains pour initier et suivre les opérations).

En témoigne la situation de quelques fédérations Bretonnes : parmi lesquelles se distinguent la fédération du FINISTÈRE qui atteint en 2003 le niveau remarquable de 345 000 euros de subventions avec un effectif de 7 800 pêcheurs ; et celle du MORBIHAN qui reçoit plus de 400 000 € avec 13 000 pêcheurs.

### **LES FINANCEMENTS ATTRIBUES PAR LE CSP :**

Le financement des fédérations trouble largement l'analyse du financement des fédérations de pêche. En effet si l'on retire la part de subventions issues du CSP, la part de financement externe aux collectivités piscicoles se réduit très sensiblement de 30 % .

L'examen du programme de subventions du CSP montre qu'une petite moitié va à des programmes bien cadrés : MIGRATEURS : 16 %, SURVEILLANCE et GESTION : 20 %, STRATEGIE et PLANIFICATION : 5 à 15 % (Plans Départementaux de Gestion ou Halieutique). Par contre il reste plus de la moitié, soit 56 % qui restent attribuées au gré des initiatives fédérales à des opérations dites locales. Il y a enfin un décalage entre les chiffres de financement programmés en conseil d'administration et les sommes effectivement attribuées.

Les fédérations obtiennent d'autres financements que les bilans ne permettent pas de caractériser plus précisément. Discerner les organismes financeurs (CSP, ...) ou les opérations concernées (gestion piscicole, pisciculture, entretien des cours d'eau, fonctionnement, sensibilisation, tourisme pêche, handicap) serait utile.

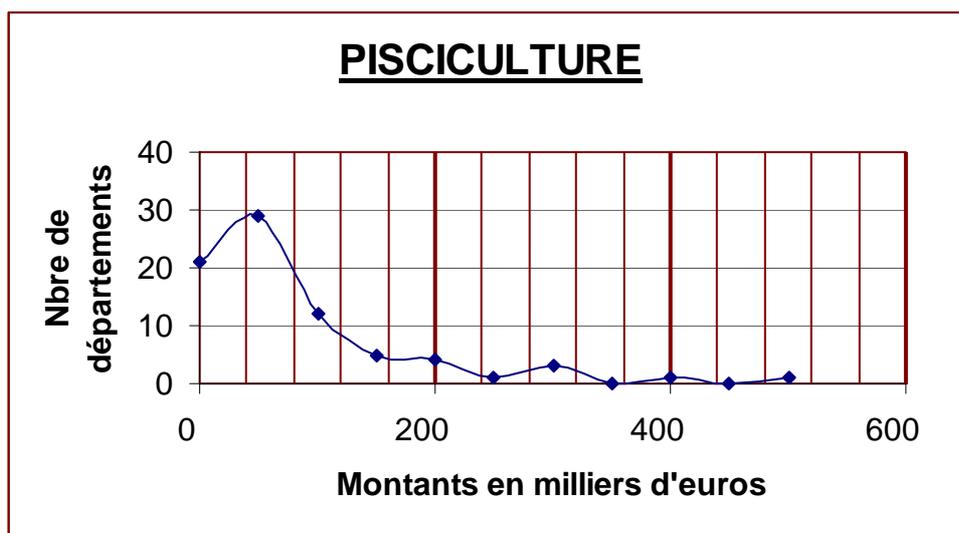
### **INCITATION AUX ACTIONS INTER-DEPARTEMENTALES :**

En conséquence, il faudrait favoriser le développement et le rayonnement des initiatives à l'échelle interdépartementale pour agir à l'échelle des masses d'eau et des bassins versants cohérents au plan piscicole, à l'instar de certains groupes de fédérations déjà impliqués dans des opérations migrateurs avec des aides du CSP ou des Agences de l'eau et intégrés aux COGEPOMI.

Il reste à évaluer plus précisément et plus systématiquement les effets réels et concrets de financements départementaux aussi conséquents. C'était le sens des documents élaborés par le CSP sur les plans de gestion piscicole ou halieutique.

## **PRODUCTION EN PISCICULTURE : 5 MILLIONS D'EUROS**

Les recettes de production des fédérations de pêche sont issues de la pisciculture et s'élèvent à 4 476 636 €. La recette moyenne départementale de cette activité est 58 138 €. L'évaluation nationale de cette recette est de 5 232 430 €. Les maximas et minimas produits par les piscicultures fédérales sont respectivement de 480 072 € en SAVOIE et 1 300 € en CORREZE.



### **DES NIVEAUX VARIABLES D'ACTIVITE :**

Ce graphique est le seul de l'enquête qui montre un nombre important de fédérations affichant des recettes nulles. En effet 22 départements ont arrêté ce type de production. La fédération de LOZERE affiche l'activité la plus modeste avec 1 300 €.

Par contre 14 fédérations dont les recettes dépassent 150 000 euros, disposent des piscicultures les plus productives. La pisciculture exploitée par la fédération de la SAVOIE a rapporté en 2003 près de 480 072 €.

### **LA PISCICULTURE N'EST PLUS CORRELEE AU NOMBRE DE PECHEURS :**

Longtemps les piscicultures étaient gérées en vue de repeupler les secteurs de pêche pour satisfaire les pêcheurs, lors des ouvertures notamment. Une liaison forte reliait la pisciculture à la pression de pêche. Or on trouve en 2003 deux piscicultures à un même niveau de recettes : le NORD avec 84 000 pêcheurs et le Territoire de BELFORT avec 2 700 pêcheurs.

Les objectifs de production sont actuellement plus orientés vers le soutien de populations piscicoles, migratrices ou non, exposées aux dégradations des milieux. Ce qu'illustre la pisciculture de la fédération de SAVOIE ( 16 447 pêcheurs ) où l'activité génère 480 072 €.

### **QUELQUES GROSSES UNITES DE PRODUCTION SPECIALISEES :**

Les dix fédérations, dont les recettes de production excèdent 150 000 €, ont dû développer des logiques d'entreprises et une politique d'investissement lourd pour atteindre ce niveau d'activité. Ainsi les fédérations du **CALVADOS ( 215 000 € )** et de **CÔTE D'OR (375 000 € )** parviennent ainsi à un revenu équivalent, voire supérieur, aux recettes issues des cotisations des pêcheurs.

Toutefois il conviendrait de croiser les coûts réels de production assumés par les fédérations avec les financements distribués par le C.S.P. tant en subventions, qu'en redistribution de la redevance hydroélectrique.

En fait, le contexte général montre une répartition des recettes de pisciculture sur un vaste gradient de 1 500 à 150 000 €. La nature de ces productions peut être variable ; l'activité de pisciculture de juvéniles de repeuplement devrait composer l'essentiel de ce poste, mais son ampleur et son intensité peuvent varier sensiblement : d'une production saisonnière en petits plan d'eau jusqu'à l'écloserie et l'élevage permanent de salmonidés. Mais l'analyse des comptes ne peut aborder ces éléments techniques qui méritent un développement spécifique.

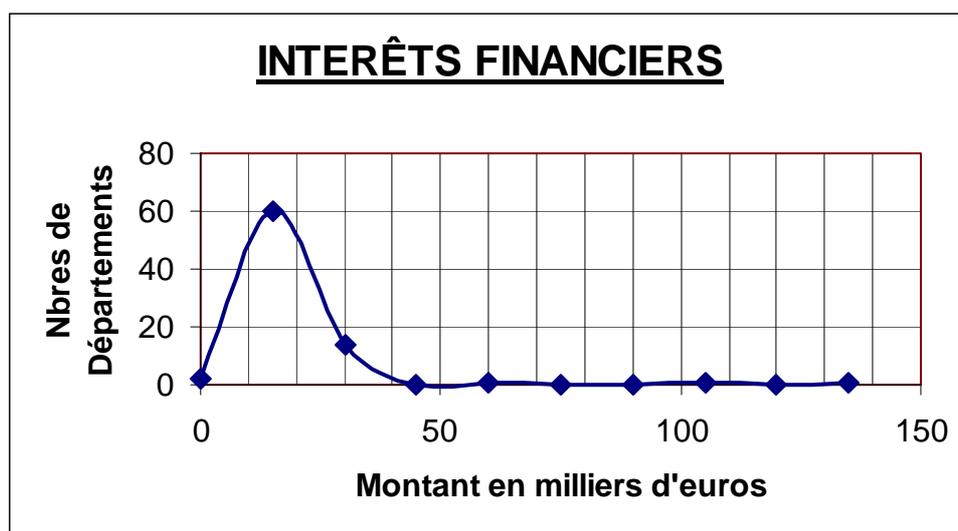
### **LE DEBAT D'OPPORTUNITE DE CES PRODUCTIONS RESTE OUVERT :**

Dans le contexte conflictuel « récurrent » des autorisations de pisciculture, Il pourrait être instructif d'approfondir ce point avec les fédérations les plus concernées ; notamment quant à l'impact des plans d'eau sur le milieu, qu'ils n'ont pas manqué d'évaluer et de corriger lorsque nécessaire.

Les piscicultures pourraient concerner des espèces emblématiques comme les grands migrateurs ou des espèces ou souches locales avec des perspectives patrimoniales qui dépassent souvent le cadre départemental. Dès lors, la dimension inter-fédérale serait à privilégier sur la base d'un soutien fort à l'initiative locale. En effet, il faut garder en mémoire que la production de saumoneaux de la souche « Allier » n'a pas été prise en charge par les fédérations de pêche, ni par le CSP.

**RECETTES FINANCIERES : 1 MILLION D'EUROS**

**Les recettes financières sur placements affichées en 2003 représentent 893 567 €, avec une moyenne de 11 311 €. Soit une évaluation nationale à hauteur de 1 040 610 €. Les minima et maxima enregistrés sont respectivement de 75 € pour l'ESSONNE et 121 079 euros pour l' AISNE.**



Les placements financiers sont justifiés dans l'activité des fédérations de pêcheurs, qui doivent maintenir une activité structurelle permanente avec des cotisations à fort caractère saisonnier. En outre, elle collectent les taxes piscicoles qu'elles font progressivement parvenir à l'agent comptable du C.S.P. L'épargne est propice à la gestion à moyen terme, elle compose un fonds sur lequel l'Etat et le CSP ont pu compter lors d'aléas budgétaires et de retards de versements de subventions.

**UNE EPARGNE DE PRECAUTION :**

Le graphique montre que toutes les fédérations sont concernées avec une forte majorité de recettes financières situées entre 15 et 20 000 euros, qui constituent les revenus d'une épargne de précaution, en vue de passer des caps difficiles que la régression des effectifs de pêcheurs peut justifier.

Il faut observer néanmoins que 11 fédérations déclarent moins de 15 000 € de recettes financières ; l'Essonne restant à un niveau exceptionnellement bas avec 75 euros. Ces fédérations sont engagées dans une gestion financière, qui ne laisse pas de gros potentiel de placements.

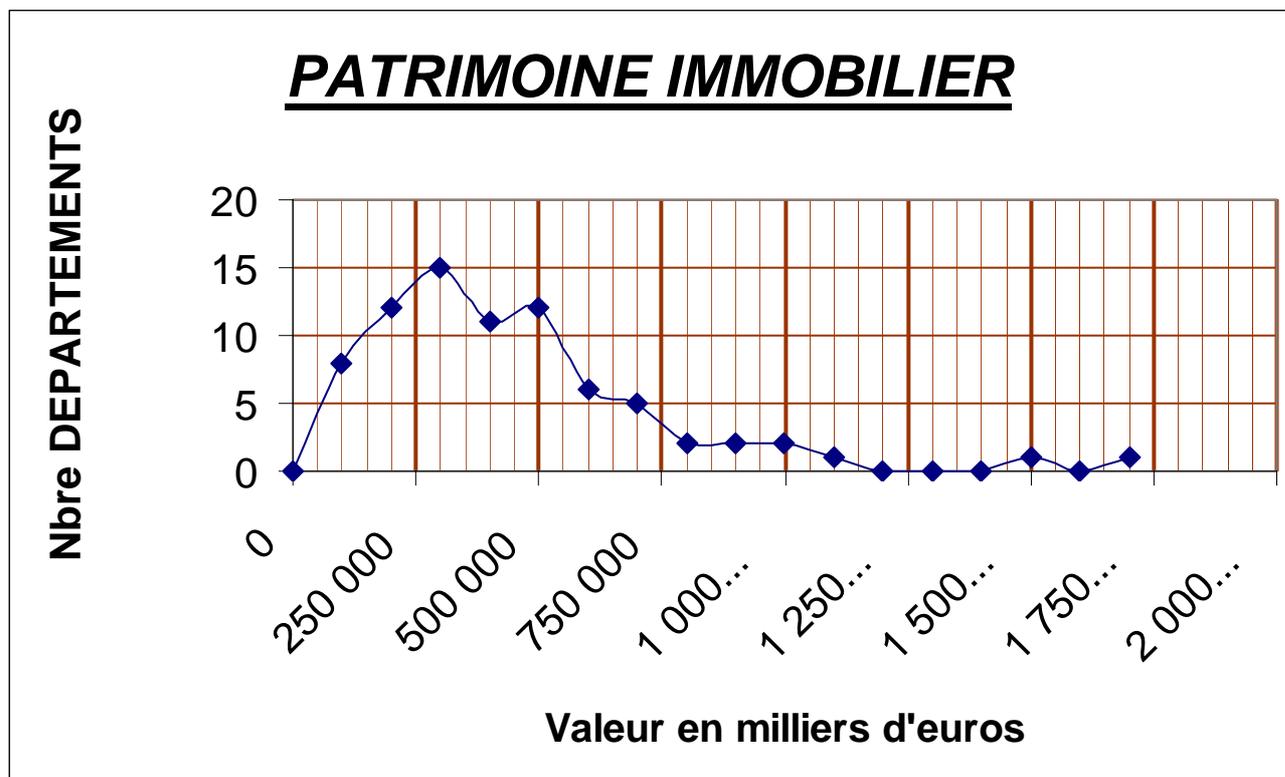
**DE GROS REVENUS DE L'EPARGNE PEU MOBILISATEURS :**

L'autre extrémité de la courbe met en évidence 11 autres fédérations qui perçoivent toutes plus de 20 000 € de recettes financières ; telles que l'ALLIER, l'ARIÈGE, la LOZÈRE, la MEUSE, la SOMME, la SEINE et MARNE, et la SAVOIE. 3 départements se distinguent à plus de 50 000 € d'intérêts : le **CALVADOS** avec 56 334 €, les **ALPES MARITIMES** avec 96 918 € et enfin l' **AISNE** avec **121 079 €**.

Dans notre contexte le placement financier n'est pas de la spéculation , mais plutôt une faille dans l'objectif de retour au pêcheur, à la gestion piscicole ou à la préservation des milieux aquatiques. Il conviendrait d'engager une mobilisation de ces fédérations lorsqu'elles elles se révèlent peu engagées dans la gestion des milieux aquatiques, l'organisation ou la promotion de la pêche de loisirs. Défaut de stratégie dynamique ou stratégie d'attentisme ? Quoiqu'il en soit, il y a des incertitudes à lever pour construire un projet mobilisateur.

### **CAPITAL IMMOBILIER : 36 MILLIONS D'EUROS**

Le patrimoine immobilier des fédérations de pêche recensé par l'enquête s'élève à 30 966 531 €, avec une moyenne départementale à hauteur de 397 007 €. L'évaluation nationale porte donc le capital immobilier détenu par les pêcheurs à 36 127 622 €. Les minima et maxima se situent respectivement à 1 679 912 € pour la LOZERE et à 23 477 € pour les YVELINES.



### **L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER A ETE PRIVILEGIE :**

Le patrimoine immobilier des fédérations est conséquent, car la plupart ont privilégié la constitution d'un patrimoine bâti et foncier. Il provient souvent de recettes acquises antérieurement, lorsque 5 millions de pêcheurs étaient recensés en France, notamment pour les fédérations qui se sont rapprochées du seuil de 10 000 pêcheurs. La plupart des fédérations ont donc un siège départemental où abriter leur activité. Le graphique montre qu'au delà du capital moyen, influencé par les extrêmes, les fédérations se regroupent entre 200 et 400 000 euros.

Cette option en faveur du patrimoine foncier ou bâti a été particulièrement développée par les 14 fédérations, qui ont constitué un capital immobilier de plus 600 000 euros. Trois d'entre eux dépassent le Million d'euros : l'AVEYRON 1 005 845 € pour 26 000 pêcheurs, l'HERAULT 1 400 000 € pour 16 000 pêcheurs et la LOZERE 1 600 000 € et 11 000 pêcheurs. Il est remarquable d'observer que ces 3 patrimoines les plus importants se classent en logique inversement proportionnelle à leur population de pêcheurs.

### **L'IMMOBILIER PARFOIS LIMITANT :**

Seules 8 fédérations ont un capital immobilier inférieur, ou atteignant à peine, le niveau des 100 000 euros. La fédération départementale des YVELINES affiche un capital immobilier de 23 477 € en rapport avec sa population de 5 631 pêcheurs.

### **UN POINT CLE POUR L'EVOLUTION A VENIR :**

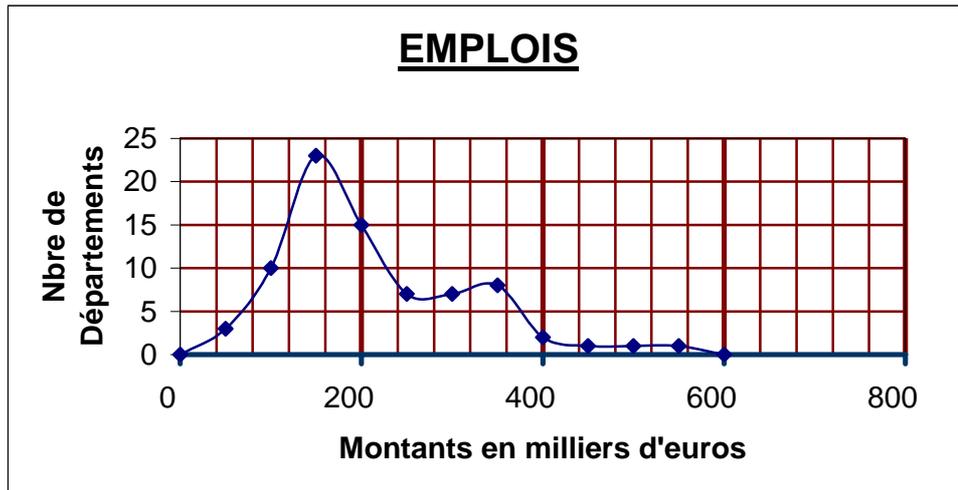
Dans le contexte actuel moins favorable à la constitution de patrimoine pour les fédérations de pêche, ces propriétés immobilières constituent une base concrète susceptible d'abriter des moyens d'actions qui répondent aux missions essentielles confiées aux pêcheurs. L'actualité reste antinomique sur ce sujet avec le Conseil supérieur de la pêche qui a dû vendre son siège sous la pression budgétaire.

Ces moyens fonciers et bâtis peuvent favoriser divers emplois et des recettes corollaires significatives, lorsqu'ils sont gérés dans une dynamique de retour aux peuplements piscicoles. C'est donc leur valorisation au profit d'activités halieutiques ou piscicoles qui offre le plus d'intérêt pour une économie de la pêche de loisir en difficulté.

Il y a lieu d'analyser quels bénéfices peuvent être attendus de ces patrimoines au profit des pêcheurs et des milieux aquatiques. Dans cette perspective, on pourrait imaginer des activités consommatrices de foncier, telles que les piscicultures de repeuplement patrimoniaux et des parcours de pêche. Mais aussi les activités susceptibles d'être hébergées dans des bâtiments adaptés : comme des bureaux et locaux agencés pour la réalisation d'études, des opérations de gestion piscicole, de l'animation de pôles de tourisme pêche et d'accueil des pêcheurs, voire l'éducation et la sensibilisation des jeunes à la pêche et aux milieux aquatiques (écoles de pêche).

**CHARGES EN PERSONNEL : 17 MILLIONS D'EUROS**

La masse salariale affichée par l'enquête est de 14 743 709 € ce qui détermine le niveau moyen départemental à hauteur de 186 629 € et situe l'évaluation nationale à 17 169 886 €. L'écart entre les fédérations s'étend entre un minima de 17 559 € pour l'**Aude** ( 12 860 pêcheurs ) et un maxima de 523 798 € pour le **Morbihan** (13 471 pêcheurs).



Plus de **14 millions d'euros** sont consacrés par les fédérations de pêche à des emplois au service des pêcheurs et des milieux aquatiques. Toutefois, cette nature de dépense varie selon les départements, puisque la gamme des coûts salariaux apparaissant au budget des fédérations départementales s'étend de 17 000 € à près de 524 000 €.

**Peu de liaison avec la population de pêcheurs :**

L'influence générale de l'effectif de pêcheurs n'est pas démentie, car elle compose l'un des facteurs limitant ; mais elle ne reflète pas la réalité de l'emploi dans les fédérations de pêche. Avec la plus forte population de pêcheurs (84 000) la fédération du NORD assume une charge salariale de 147 651 € qui se place sous la moyenne nationale déterminée par l'enquête. Alors que le TERRITOIRE DE BELFORT consacre environ 14 000 € avec la population la plus réduite de pêcheurs (2 739), non loin de la fédération de l'AUDE qui collecte près de 13 000 cotisations et consacre 17 000 € à l'emploi. Enfin, pour un niveau de pêcheur comparable (13 000) le MORBIHAN assume en dépenses de personnel une charge de 524 000 euros.

**Quelques logiques fondées sur l'emploi :**

13 fédérations assurent de lourdes charges en personnel au-delà de 300 000 euros. Les 3 fédérations du **MORBIHAN**, de **CÔTE D'OR** et de **LOZÈRE** se signalent par un budget plus de 400 000 euros avec des populations de pêcheurs inférieures à 20 000 pêcheurs. D'autres fédérations à moindre potentiel en pêcheurs peuvent adopter aussi une stratégie privilégiant l'emploi et consacrer 8 à 10 euros par pêcheurs à des emplois fédéraux :

- l'**ORNE** qui finance une charge de 92 000 euros pour 9 700 pêcheurs ;
- l'**AUBE** qui assume une dépense de 99 000 euros pour 12 000 pêcheurs.

### **Risque ou morosité, des limites au recrutement :**

Ces dépenses en personnel restent souvent plus limitées et situées autour de la moyenne située à 186 000 €. Le niveau d'emploi le plus faible s'observe dans un groupe de 13 fédérations au dessous de 100 000 euros de masse salariale. On y trouve des fédérations à population de pêcheurs encore solides, qui recrutent peu : comme le **TARN** qui dépense ainsi 71 000 euros pour 16 000 pêcheurs, la **HAUTE-SAVOIE** avec 68 000 euros pour 15 000 pêcheurs ou l'**AUDE** avec une masse salariale de 17 000€ pour 13 000 pêcheurs.

L'Union nationale a évalué le nombre des personnels au service des fédérations de pêche à près de 800 emplois ; toutefois sur la base du coût moyen des postes à temps plein au CSP, la masse salariale des fédérations couvrirait seulement 400 postes.

### **DES INCERTITUDES A LEVER POUR ORIENTER ET REPARTIR DES POLES PISCICOLES :**

La stratégie poursuivie par les fédérations apparaît dans les plans départementaux de gestion piscicole ou les plans de développement du loisir pêche, lorsqu'ils existent. Leur élaboration suppose le recrutement de personnel compétent, qu'il convient ensuite de pérenniser afin d'animer ou d'organiser l'activité fédérale et des associations sur les axes opérationnels dégagés par ces plans. Ces documents ont en effet vocation à définir des stratégies opérationnelles qui répondent aux problèmes mis en évidence par les états des lieux départementaux.

Certaines fédérations de pêche semblent avoir des difficultés à opter pour l'un ou l'autre des axes, alors que les deux missions : préservation des peuplements piscicoles et promotion du loisir pêche entrent toutes les deux dans leur champ de responsabilité. La mobilisation actuelle pour privilégier la surveillance plutôt que la technicité ou l'animation témoigne des difficultés stratégiques départementales.

La part des emplois piscicoles paraît aussi très conditionnée aux subventions, comme l'illustre le cas des structures associatives engagées dans les suivis des migrateurs à l'échelle des grands bassins versants. Les financements par l'Etat, les Agences de l'eau ou le CSP de ce type d'emploi connaissent une réforme avec une phase de doute et de précarisation, qui témoigne de la part financière réduite prise par les fédérations de pêche.

Enfin, l'analyse reste à développer au plan national pour son approfondissement en fonction de la productivité financière de ces emplois (production, subvention, tourisme, éducation...) .

## **CONCLUSION GENERALE**

Avec 30 millions d'euros, la masse budgétaire principale est constituée par les cotisations liées au nombre de pêcheurs. Dans un contexte de régression de la population de pêcheurs en eaux libres, la gestion durable de cette ressource essentielle des collectivités piscicoles justifierait des plans d'action nationaux et départementaux de promotion de la pêche. En outre, l'étude révèle des rendements très variables pour des populations équivalentes de pêcheurs.

Les moyens dont disposent les fédérations sont conséquents aussi sous l'angle du patrimoine foncier et bâti. Un capital immobilier à hauteur de 36 million d'euros leur permet d'abriter leurs activités et leurs personnels dans de bonnes conditions. Les recettes financières au delà d'un million d'euros esquissent une solide épargne de précaution qui semble s'être développée et pourrait favoriser le développement d'es activités.

Il convient aussi de noter que la crédibilité des fédérations paraît évidente, au vu de la part prise par les subventions dans les recettes fédérales : près de 9 millions d'euros, soit 20 % du budget global. Cela prouve qu'elles sont bien accompagnées dans leurs initiatives, les 400 000 euros octroyés à la fédération du Morbihan illustre cela.

La diversité et la liberté d'action des structures associatives a permis de constater que des initiatives et des dynamiques ont bien été engagées sur de nombreuses voies. Ces initiatives départementales montrent combien la possibilité opérationnelle des fédérations est réelle, sur l'ensemble des missions qui leur incombent. Il reste à transférer les meilleurs acquis, les adapter ou les généraliser.

La nécessité de solidariser les gestions fédérales entre elles sur des axes cohérents à l'échelle des bassins et conformes à des orientations nationales est devenue évidente à l'analyse des écarts considérables entre les départements qui se sont révélés sur chaque thème traité.

Le caractère non négligeable du secteur de production en pisciculture des fédérations de pêche doit être souligné, pour son poids sur les recettes avec plus de 5 millions d'euros et sur l'emploi au sein des fédérations. Il associe de plus en plus la sauvegarde des espèces à la compensation de la pression de pêche.

L'analyse spécifique de la part budgétaire consacrée à l'emploi, dans cette analyse du secteur de la pêche associative, trouve toute sa pertinence et permet de poser en terme stratégique l'opportunité et l'ampleur du développement des métiers dans les fédérations départementales.

L'étude a montré l'opportunité et la capacité de développer divers métiers de la promotion de la pêche, de la sensibilisation, de la connaissance des milieux aquatiques et de la gestion piscicole, qui répondent aux missions fixées aux fédérations sur la base de la cotisation obligatoire imposée au pêcheur.

Enfin, les dépenses en personnel représentent 17 millions d'euros, soit 37 % des recettes totales des fédérations départementales de pêche. La référence, à titre comparatif, peut se faire avec le budget 2003 du C.S.P., où les fédérations de pêche siègent en nombre significatif. Il a consacré 64 % de son budget aux charges en personnel, soit 36 millions d'euros sur 56 M de budget général.

Ceci représente l'activité de 842 postes de travail avec un coût moyen par emploi d'environ 43 000 €. Certaines fédérations consentent des efforts équivalents. Des charges de même niveau, voire encore plus lourdes apparaissent dans les budgets de quelques fédérations : plus de 60 % pour les Bouches du Rhône ou l'Ain, voire plus de 70 % pour les Côtes d'Armor et le Rhône. Mais il subsiste des charges inférieures à 30 % des recettes totales restent fréquentes.

En conséquence ces éléments constatent un niveau de recettes globales et total à hauteur de 45 millions d'euros et démontre une réelle et massive capacité d'action des fédérations de pêche. Ils montrent aussi l'absence de levier d'orientation ou d'incitation pour les départements moins actifs. La création d'une fédération nationale d'une part et une mission de suivi départemental mieux assurée par les services de l'Etat sont susceptibles de conduire cette évolution.

---

*Présentation de l'étude*  
*repères chiffrés*

*Budgets Fédérations Pêche*

---

RECETTES TOTALES DES FEDERATIONS	
Montant établi par l'enquête:	<b>39 144 569 €</b>
Moyenne départementale :	<b>496 000 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>45 605 205 €</b>
<b>11</b> fédérations au-dessous de <b>260 000 €</b>	<b>9</b> fédérations au-dessus de <b>800 000 €</b> dont <b>2</b> départements à plus de <b>10 000 000 €</b>
<b>MINIMUM</b>	<b>MAXIMUM</b>
YVELINES <b>139 937 €</b>	PUY DE DÔME <b>1 125 773 €</b>

FEDERATIONS de pêche	RECETTES TOTALES <b>les plus modestes</b>
YVELINES	139937
OISE	170150
PARIS/92/93/94	200502
CORSE	207724
ESSONNE	213515
VAL D'OISE	228205
Haute SAVOIE	236116
ARDENNES	236604
AUBE	253652
CREUSE	257172
Haut RHIN	261321
ORNE	262046
FEDERATIONS de pêche	RECETTES TOTALES <b>les plus élevées</b>
LOZERE	714591
ILLE et VILAINE	726744
MAYENNE	731865
PYRENEES ATLANTIQUES	739485
NORD	746514
AVEYRON	789340
Hautes PYRENEES	801815
Haute GARONNE	824800
DORDOGNE	838455
MAINE et LOIRE	844119
SARTHE	844782
COTE D'OR	978829
MORBIHAN	982442
SAVOIE	1073719
PUY de DOME	1125773

<b>COTISATIONS DES PÊCHEURS</b>	
Montant établi par l'enquête :	<b>25 909 031 €</b>
Moyenne départementale :	<b>327 962 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>30 172 537 €</b>
<b>9 fédérations au-dessous de 160 000 €</b>	<b>13 fédérations au-dessus de 500 000 €</b>
MINIMUM	MAXIMUM
SEINE-MARITIME <b>106 806 €</b> 8152 pêcheurs = 13,10 € / Pêcheur	PUY DE DÔME <b>849 716 €</b> 25 220 pêcheurs = 33,69 € / Pêcheur

FEDERATIONS de pêche	BUDGETS de cotisations <b>les plus modestes</b>
territoire de BELFORT	30055
SEINE MARITIME	106806
CALVADOS	117692
YVELINES	118849
ORNE	128783
VAL d'OISE	129048
CORSE	144475
CREUSE	145258
FINISTERE	153938
PARIS et 92/93/94	161859
OISE	163348
ALPES Htes PROVENCE	169266
	BUDGETS de cotisations <b>les plus élevés</b>
PYRENEES ATLANTIQUES	480039
CHER	483141
VENDEE	503481
SAONE et LOIRE	510040
MORBIHAN	517651
GIRONDE	535390
SARTHE	552157
INDRE et LOIRE	573407
NORD	590036
LOIRE	603312
MAYENNE	643822
DORDOGNE	680992
Hte GARONNE	705307
MAINE et LOIRE	721086
PUY de DOME	849716

<b><u>SUBVENTIONS AUX FEDERATIONS</u></b>	
Montant établi par l'enquête :	<b>7 865 335 €</b>
Moyenne départementale :	<b>99 561 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>9 159 628 €</b>
<b>11 fédérations reçoivent moins de 15 000 € dont 4 sous les 5 000 €</b>	<b>6 fédérations au-dessus de 200 000 €</b>
MINIMUM	MAXIMUM
AISNE <b>2 246 €</b> 23 035 pêcheurs = 0,097 € / Pêcheur	MORBIHAN <b>424 089 €</b> 13 471 pêcheurs = 31,48 € / Pêcheur

FEDERATIONS de pêche	SUBVENTIONS <b>les plus modestes</b>
AISNE	2246
OISE	2494
MOSELLE	4964
Haut RHIN	8374
YVELINES	9782
ARDECHE	10412
DOUBS	10623
LOIRE	10914
LOIR et CHER	12684
ARDENNES	13314
Haute LOIRE	16398
SEINE et MARNE	18423
FEDERATIONS de pêche	SUBVENTIONS <b>les plus élevées</b>
ALPES MARITIMES	160660
ALPES de Haute PROVENCE	161686
MANCHE	166398
PUY de DOME	173346
BOUCHES du RHONE	177595
ARIEGE	185918
COTES d'ARMOR	195202
AVEYRON	198637
HERAULT	198836
SAVOIE	227979
ILLE et VILAINE	255233
GARD	260356
Hautes PYRENEES	274029
FINISTERE	345093
MORBIHAN	424089

**INTERÊTS SUR PLACEMENTS FINANCIERS**

Montant établi par l'enquête :	<b>893 567 €</b>
Moyenne départementale :	<b>11 311 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>1 040 610 €</b>
<b>11 fédérations au-dessous de 1500 €</b> <b>2 départements n'en déclarent aucun</b>	<b>11 fédérations au-dessus de 20 000 €,</b> <b>3 départements à plus de 50 000 € et</b> <b>1 au-delà de 120 000 €</b>
MINIMUM	MAXIMUM
ESSONNE <b>75 €</b> 9 972 pêcheurs = 0,007 € / Pêcheur	AISNE <b>121 079 €</b> 23 035 pêcheurs = 5,25 € / Pêcheur

FEDERATIONS de pêche	RECETTES FINANCIERES <b>les plus modestes</b>
AUBE	0
MAYENNE	0
ESSONNE	75
ORNEO	144
CORSE	514
ALPES de Haute PROVENCE	586
VAL D'OISE	691
Terrotoire de BELFORT	798
VOSGES	1215
ARDENNES	1225
Haute GARONNE	1433
HERAULT	1643
BOUCHES du RHONE	1859
FEDERATIONS de pêche	RECETTES FINANCIERES <b>les plus élevées</b>
MARNE	18242
MEURTHE et MOSELLE	18523
ALLIER	20333
ARIEGE	20361
SOMME	21209
Haute VIENNE	21877
SAVOIE	23872
SEINE et MARNE	25900
LOZERE	28007
MEUSE	28228
CALVADOS	56334
ALPES MARITIMES	96918
AISNE	121079

<b><u>PRODUCTION EN PISCICULTURES</u></b>	
Montant établi par l'enquête :	<b>4 476 636 €</b>
Moyenne départementale :	<b>58 138 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>5 232 430 €</b>
<b>22</b> fédérations sans recettes, ni activité de pisciculture	<b>10</b> fédérations au-dessus de <b>150 000 €</b>
MINIMUM	MAXIMUM
CORREZE <b>1 300 €</b> 15 861 pêcheurs = 0,08 € / Pêcheur	SAVOIE <b>480 072 €</b> 16 447 pêcheurs = 29,18 € / Pêcheur

FEDERATIONS de pêche	RECETTES de PRODUCTION <b>les plus élevées</b>
PUY de DOME	100122
AVEYRON	119099
Haute LOIRE	121713
PYRENEES ATLANTIQUES	128622
ILLE et VILAINE	148411
ALPES MARITIMES	155477
LOZERE	160785
MEUSE	162584
ARIEGE	185030
CALVADOS	215094
SARTHE	256179
Hautes PYRENEES	263827
SEINE MARITIME	270377
COTE D'OR	375536
SAVOIE	480072

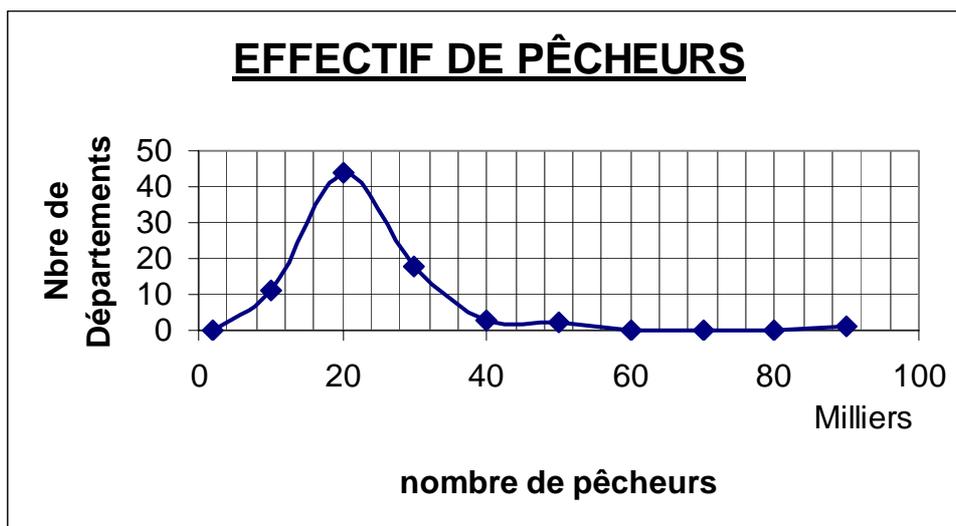
<b><u>CAPITAL IMMOBILIER</u></b>	
Montant établi par l'enquête :	<b>30 966 531 €</b>
Moyenne départementale :	<b>397 007 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>36 127 622 €</b>
<b>8 fédérations au-dessous de 100 000 €</b>	<b>14 fédérations au-dessus de 600 000 €, 3 départements à plus de 1 000 000 €</b>
MINIMUM	MAXIMUM
YVELINES <b>23 477 €</b> 5 631 pêcheurs = 4,16 € / Pêcheur	LOZERE <b>1 679 912 €</b> 11 067 pêcheurs = 151,79 € / Pêcheur

FEDERATIONS de pêche	CAPITAUX IMMOBILIERS <b>les plus modestes</b>
AUDE	1531
YVELINES	23477
Haute SAVOIE	33134
ARDENNES	49854
OISE	51538
NORD	74987
Bas RHIN	77145
RHONE	96082
Haute LOIRE	104846
CHER	109030
FEDERATIONS de pêche	CAPITAUX IMMOBILIERS <b>les plus élevés</b>
Haute GARONNE	567976
Haute MARNE	583310
GIRONDE	601989
GARD	619579
Hautes PYRENEES	629684
CALVADOS	664933
PUY de DOME	682904
ILLE et VILAINE	734003
LOIR et CHER	796920
DORDOGNE	855339
MANCHE	872508
SAONE et LOIRE	921920
MOSELLE	923787
AVEYRON	1005845
HERAULT	1417325
LOZERE	1679912

<b><u>DEPENSES EN PERSONNEL</u></b>	
Montant établi par l'enquête :	<b>14 743 709 €</b>
Moyenne départementale :	<b>186 629 €</b>
EVALUATION NATIONALE :	<b>17 169 886 €</b>
<b>13 fédérations au-dessous de 100 000 €</b>	<b>13 fédérations au-dessus de 300 000 €, dont 3 départements à plus de 400 000 €</b>
MINIMUM	MAXIMUM
AUDE <b>17 559 €</b> 12 860 pêcheurs = 1,36 € / Pêcheur	MORBIHAN <b>523 798 €</b> 13 471 pêcheurs = 38,88 € / Pêcheur

FEDERATIONS de pêche	charges en salaires <b>les plus modestes</b>
AUDE	17 559,00 €
YVELINES	30 349,00 €
OISE	60 523,00 €
Haute SAVOIE	68 203,00 €
TARN	71 369,00 €
CREUSE	72 186,00 €
AISNE	88 293,00 €
ARDENNES	91 728,00 €
MOSELLE	92 050,00 €
ORNE	92 420,00 €
CORSE	99 250,00 €
AUBE	99 470,00 €
FEDERATIONS de pêche	<b>charges salariales les plus élevées</b>
GARD	280 972,00 €
PYRENEES ATLANTIQUES	283 878,00 €
GIRONDE	283 893,00 €
PUY DE DOME	305 848,00 €
HERAULT	311 542,00 €
COTES D'ARMOR	314 415,00 €
Hautes PYRENEES	320 995,00 €
INDRE et LOIRE	326 099,00 €
MAINE et LOIRE	329 374,00 €
AIN	330 554,00 €
DORDOGNE	332 312,00 €
AVEYRON	379 790,00 €
Haute GARONNE	388 547,00 €
COTE D'OR	440 228,00 €
LOZERE	477 443,00 €
MORBIHAN	523 798,00 €

<b><u>POPULATIONS DE PÊCHEURS</u></b>	
Montant établi par l' enquête :	<b>1 421 471 pêcheurs</b>
Moyenne:	<b>17 993 pêcheurs</b>
<b>11</b> fédérations sous la barre des 10 000 cotisants	<b>12</b> fédérations au-dessus de 25 000 pêcheurs
MINIMUM	MAXIMUM
<b>VAL D'OISE</b> <b>4 925 pêcheurs</b>	NORD <b>83 942 pêcheurs</b>
<b>Part moyenne des Budgets Fédéraux par pêcheur : 32 €uros</b>	



## **Le compte de résultat moyen**

## Compte de résultat moyen\*

### Charges

Moyenne arithmétique      Finistère\*

1. Achats et services extérieurs	214 990	219 685
2. Autre charges, notamment subvention	66 457	19 075
(I) Dépenses de fonctionnement (1+2)	281 447	238 760
(II) Impôts et taxes	9 251	9 292
(III) Charges de personnel	192 434	233 797
(IV) Dotations aux amortissements et provisions	47 222	36 067
A. Charges d'exploitation (I +II + III + IV)	530 353	517 916
B. Charges financières	3 921	4 172
C. Charges exceptionnelles	10 969	6 122
<b>Charges Totales (A + B + C)</b>	<b>545 244</b>	<b>528 210</b>

### Produits

1. Piscicultures	82 440	4 865
2. Subventions d'exploitation	102 693	345 093
3. Autres produits, notamment cotisations	333 465	153 938
(I) Produits d'exploitation (1+2+3)	518 598	503 896
(II) Produits financiers	14 169	8 409
(III) Produits exceptionnels	36 352	30 700
<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>569 119</b>	<b>543 005</b>

### Résultat

Résultat d'exploitation	-11 755	-14 020
Résultat financier	10 248	4 237
Résultat exceptionnel	25 383	24 578
<b>Bénéfice</b>	<b>23 875</b>	<b>14 795</b>

\* La fédération du Finistère a les résultats qui se rapprochent le plus de ceux de la moyenne nationale et considérée par conséquent comme la plus représentative.

**Bilan national de l'activité des fédérations de pêche / Exercice budgétaire 2003**

**COMPTES DE RESULTATS  
ET  
COMPTES INTERMEDIAIRES DE GESTION**

## Comptes de résultats 2003

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>7</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>10</u>	<u>11</u>
<b>CHARGES</b>												
60 à 62	Achats et services extérieurs	106 805	112 631	167 503	135 110	102 036	126 792	219 783	134 417	305 582	55 322	200 126
65	Autres charges, notamment subventions	24 114	48 491	11 872	34 132	3 658	236 921	39 786	45 215	1 293	29 994	27 481
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>130 919</b>	<b>161 122</b>	<b>179 375</b>	<b>169 242</b>	<b>105 694</b>	<b>363 713</b>	<b>259 569</b>	<b>179 632</b>	<b>306 875</b>	<b>85 316</b>	<b>227 607</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	18 007	3 899	6 544	6 964	5 213	4 644	5 649	3 245	4 853	2 884	8 261
641	Salaires et traitements	178 883	59 798	124 255	126 987	86 108	166 262	105 944	65 345	134 910	70 605	
645	Charges sociales	151 671	22 495	61 914	47 589	35 931	70 015	46 474	26 384	52 277	28 865	
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>330 554</b>	<b>82 293</b>	<b>186 169</b>	<b>174 576</b>	<b>122 039</b>	<b>236 277</b>	<b>152 418</b>	<b>91 729</b>	<b>187 187</b>	<b>99 470</b>	<b>17 559</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	31 926	16 800	12 908	35 304	38 535	62 128	23 381	12 634	78 705	46 045	18 867
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>511 406</b>	<b>264 114</b>	<b>384 996</b>	<b>386 086</b>	<b>271 481</b>	<b>666 762</b>	<b>441 017</b>	<b>287 240</b>	<b>577 620</b>	<b>233 715</b>	<b>272 294</b>
66	<b>Charges financières</b>	102	108 702	406		19				48 374	4 085	220
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	168	37 605	4 084	28 751	3 243	33 202	32 840	1	35	0	15
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>										2 196	
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>511 676</b>	<b>410 421</b>	<b>389 486</b>	<b>414 837</b>	<b>274 743</b>	<b>699 964</b>	<b>473 857</b>	<b>287 241</b>	<b>626 029</b>	<b>239 996</b>	<b>272 529</b>

<b>PRODUITS</b>												
70	Chiffre d'affaires nets	47583	0	67 864	33 233	1 490	211 821	55 060	223 615	185 030	9 310	15 506
74	Subventions d'exploitation	29199	2 246	59 673	161 686	76 622	160660	10 413	13 315	185 918	30 928	118 928
75	Autres produits, notamment cotisation	415735	240 563	210 426	169 266	256 278	310 303	394 198	12 225	267 710	213 414	247 496
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>492 517</b>	<b>242 809</b>	<b>337 963</b>	<b>364 185</b>	<b>334 390</b>	<b>682 784</b>	<b>459 670</b>	<b>249 155</b>	<b>638 658</b>	<b>253 652</b>	<b>381 930</b>
	<b>Produits financiers</b>	<b>6 550</b>	<b>121 079</b>	<b>20 333</b>	<b>586</b>	<b>15 711</b>	<b>75 394</b>	<b>5 865</b>	<b>3 231</b>	<b>20 361</b>	<b>0</b>	<b>3 465</b>
	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>20 144</b>	<b>40 066</b>		<b>66 305</b>	<b>43 981</b>	<b>11 277</b>	<b>66 855</b>	<b>6 940</b>	<b>30 083</b>	<b>19 926</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>519 211</b>	<b>403 954</b>	<b>358 296</b>	<b>431 076</b>	<b>394 082</b>	<b>769 455</b>	<b>532 390</b>	<b>259 327</b>	<b>689 102</b>	<b>273 578</b>	<b>385 395</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-18 889</b>	<b>-21 305</b>	<b>-47 033</b>	<b>-21 901</b>	<b>62 909</b>	<b>16 022</b>	<b>18 653</b>	<b>-38 085</b>	<b>61 038</b>	<b>19 937</b>	<b>109 636</b>
	<b>Résultat financier</b>	<b>6 448</b>	<b>12 377</b>	<b>19 927</b>	<b>586</b>	<b>15 692</b>	<b>75 394</b>	<b>5 865</b>	<b>3 231</b>	<b>-28 013</b>	<b>-4 085</b>	<b>3 245</b>
	<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>19 976</b>	<b>2 461</b>	<b>-4 084</b>	<b>37 554</b>	<b>40 738</b>	<b>-21 925</b>	<b>34 015</b>	<b>6 940</b>	<b>30 048</b>	<b>19 926</b>	<b>-15</b>
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>7 535</b>	<b>-6 467</b>	<b>-31 190</b>	<b>16 239</b>	<b>119 339</b>	<b>69 491</b>	<b>58 533</b>	<b>-27 914</b>	<b>63 073</b>	<b>33 582</b>	<b>112 866</b>

Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation	25,6%	61,0%	46,6%	43,8%	38,9%	54,5%	58,9%	62,5%	53,1%	36,5%	83,6%
Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation	4,7%	18,4%	3,1%	8,8%	1,3%	35,5%	9,0%	15,7%	0,2%	12,8%	10,1%
Charges de personnel/ Charges d'exploitation	64,6%	31,2%	48,4%	45,2%	45,0%	35,4%	34,6%	31,9%	32,4%	42,6%	6,4%
Charges d'exploitation/Total des charges	99,9%	64,4%	98,8%	93,1%	98,8%	95,3%	93,1%	100,0%	92,3%	97,4%	99,9%
Bénéfice/total des produits	1,5%	-1,6%	-8,7%	3,8%	30,3%	9,0%	11,0%	-10,8%	9,2%	12,3%	29,3%

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>12</u>	<u>13</u>	<u>14</u>	<u>18</u>	<u>19</u>	<u>20</u>	<u>21</u>	<u>22</u>	<u>23</u>	<u>24</u>	<u>25</u>
<b>CHARGES</b>												
60 à 62	Achats et services extérieurs	253 275	148 693	198 537	190 532	147 410	79 773	289 746	256 081	93 768	380 201	129 054
65	Autres charges, notamment subventions	40 057	96 265	5 068	233 839	76 854	2 230	129 714	28 256	49 574	104 700	69 126
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>293 332</b>	<b>244 958</b>	<b>203 605</b>	<b>424 371</b>	<b>224 264</b>	<b>82 003</b>	<b>419 460</b>	<b>284 337</b>	<b>142 342</b>	<b>484 901</b>	<b>198 180</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	29 487	1 147	6 454	7 332	5 961	2 328	23 907	19 887	5 257	24 620	5 154
641	Salaires et traitements	271 885	197 560	181 881		118 292	59 399	326 331	225 734	56 043	228 271	86 186
645	Charges sociales	107 907	70 028	66 870		39 824	39 851	113 897	88 681	16 144	104 041	22 899
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>379 792</b>	<b>267 588</b>	<b>248 751</b>	<b>131 316</b>	<b>158 116</b>	<b>99 250</b>	<b>440 228</b>	<b>314 415</b>	<b>72 187</b>	<b>332 312</b>	<b>109 085</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	229 530	17 711	326 097	20 836	35 236	17 969	84 910	69 620	39 728	106 629	44 840
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>932 141</b>	<b>531 404</b>	<b>784 907</b>	<b>583 854</b>	<b>423 578</b>	<b>201 550</b>	<b>968 505</b>	<b>688 259</b>	<b>259 514</b>	<b>948 462</b>	<b>357 259</b>
66	<b>Charges financières</b>	8 665	1 101	0	0	0	0	3	2 695	72	5	4 217
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	15	0	1 681	100	78 823	4 115	3 839	1 216	262	1 485	52 959
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>									2 788		3 067
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>940 820</b>	<b>532 505</b>	<b>786 588</b>	<b>583 954</b>	<b>502 401</b>	<b>205 665</b>	<b>972 347</b>	<b>692 170</b>	<b>262 636</b>	<b>949 952</b>	<b>414 435</b>

<b>PRODUITS</b>												
70	Chiffre d'affaires nets	138 243	17 104	215 094	0	2 581	0	375 536	44 128	8 271	7 248	22 270
74	Subventions	198 638	177 595	117 171	90 472	124 797	62 736	125 285	195 202	108 457	142 368	10 623
75	Autres produits, notamment cotisations	454 776	191 494	151 148	483 142	353577,91	144 475	464 939	357 223	145 259	680 992	326 184
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>791 657</b>	<b>386 193</b>	<b>483 413</b>	<b>573 614</b>	<b>480 955</b>	<b>207 211</b>	<b>965 760</b>	<b>596 553</b>	<b>261 987</b>	<b>830 608</b>	<b>359 077</b>
	<b>Produits financiers</b>	13 659	1 859	0	4 299	11 366	514	13 069	2 757	3 458	7 847	7 701
	<b>Produits exceptionnels</b>	115 224	151 081	290 389	72	113 101	17 786	62 507	33 423	20 355	94 291	61 356
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>920 539</b>	<b>539 133</b>	<b>773 802</b>	<b>577 985</b>	<b>605 423</b>	<b>225 511</b>	<b>1 041 336</b>	<b>632 733</b>	<b>285 800</b>	<b>932 746</b>	<b>431 201</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-140 484</b>	<b>-145 211</b>	<b>-301 494</b>	<b>-10 240</b>	<b>57 377</b>	<b>5 660</b>	<b>-2 745</b>	<b>-91 706</b>	<b>2 473</b>	<b>-117 854</b>	<b>1 818</b>
	<b>Résultat financier</b>	<b>4 994</b>	<b>758</b>	<b>0</b>	<b>4 299</b>	<b>11 366</b>	<b>514</b>	<b>13 066</b>	<b>62</b>	<b>3 386</b>	<b>7 842</b>	<b>3 484</b>
	<b>Résultat exceptionnel</b>	115 208	151 081	288 708	-28	34 279	13 671	58 668	32 207	20 093	92 806	8 397
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>-20 281</b>	<b>6 628</b>	<b>-12 786</b>	<b>-5 970</b>	<b>103 022</b>	<b>19 846</b>	<b>68 989</b>	<b>-59 437</b>	<b>23 165</b>	<b>-17 206</b>	<b>16 766</b>

Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation	31,5%	46,1%	25,9%	72,7%	52,9%	40,7%	43,3%	41,3%	54,8%	51,1%	55,5%
Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation	4,3%	18,1%	0,6%	40,1%	18,1%	1,1%	13,4%	4,1%	19,1%	11,0%	19,3%
Charges de personnel/ Charges d'exploitation	40,7%	50,4%	31,7%	22,5%	37,3%	49,2%	45,5%	45,7%	27,8%	35,0%	30,5%
Charges d'exploitation/Total des charges	99,1%	99,8%	99,8%	100,0%	84,3%	98,0%	99,6%	99,4%	98,8%	99,8%	86,2%
Bénéfice/total des produits	-2,2%	1,2%	-1,7%	-1,0%	17,0%	8,8%	6,6%	-9,4%	8,1%	-1,8%	3,9%

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>26</u>	<u>29</u>	<u>30</u>	<u>31</u>	<u>32</u>	<u>33</u>	<u>34</u>	<u>35</u>	<u>36</u>	<u>37</u>	<u>38</u>
<b><u>CHARGES</u></b>												
60 à 62	Achats et services extérieurs	157 440	219 685	314 073	465 070	152 312	364 792	380 218	346 344	146 672	258 965	273 569
65	Autres charges, notamment subventions	103 484	19 075	77 970	4 070	84 267	104 511	0	105 210	89 499	22 343	93 882
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>260 924</b>	<b>238 760</b>	<b>392 043</b>	<b>469 140</b>	<b>236 579</b>	<b>469 303</b>	<b>380 218</b>	<b>451 554</b>	<b>236 171</b>	<b>281 308</b>	<b>367 451</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	<b>5 931</b>	<b>9 292</b>	<b>17 666</b>	<b>4 015</b>	<b>5 289</b>	<b>15 630</b>	<b>16 232</b>	<b>15 682</b>	<b>9 826</b>	<b>28 316</b>	<b>10 224</b>
641	Salaires et traitements	107 359	176 106	161 950	274 125	88 544	204 202	188 780	191 191	186 910	227 731	80 172
645	Charges sociales	44 425	57 691	119 022	114 423	40 098	79 691	122 762	65 828	64 389	98 368	77 054
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>151 784</b>	<b>233 797</b>	<b>280 972</b>	<b>388 548</b>	<b>128 642</b>	<b>283 893</b>	<b>311 542</b>	<b>257 019</b>	<b>251 299</b>	<b>326 099</b>	<b>157 226</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	<b>31 454</b>	<b>36 067</b>	<b>71 715</b>	<b>75 400</b>	<b>60 732</b>	<b>53 657</b>	<b>72 432</b>	<b>60 302</b>	<b>18 681</b>	<b>21 571</b>	<b>20 782</b>
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>450 092</b>	<b>517 916</b>	<b>762 396</b>	<b>937 103</b>	<b>431 242</b>	<b>822 483</b>	<b>780 424</b>	<b>784 557</b>	<b>515 977</b>	<b>657 293</b>	<b>555 683</b>
66	<b>Charges financières</b>	<b>0</b>	<b>4 172</b>	<b>0</b>				<b>159</b>	<b>483</b>		<b>659</b>	<b>0</b>
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>7 682</b>	<b>6 122</b>	<b>269</b>	<b>18 483</b>	<b>6 586</b>	<b>420</b>	<b>14 660</b>	<b>1 269</b>	<b>15 570</b>	<b>22 343</b>	<b>0</b>
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>						<b>96</b>					
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>457 774</b>	<b>528 210</b>	<b>762 665</b>	<b>955 586</b>	<b>437 828</b>	<b>822 999</b>	<b>795 243</b>	<b>786 308</b>	<b>531 547</b>	<b>680 296</b>	<b>555 683</b>
<b><u>PRODUITS</u></b>												
70	Chiffre d'affaires nets	43 425	4 865	26 407	-7 059	61 427	0	78 284	153 019	0	36 000	87 417
74	Subventions	111 161	345 093	260 356	118 060	92 875	148 321	198 836	255 233	51 909	61 685	69 381
75	Autres produits, notamment cotisation	267 714	153 938	342 474	736 940	262 866	621 740	456 223	328 802	474 060	545 787	403 282
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>422 299</b>	<b>503 896</b>	<b>629 237</b>	<b>847 942</b>	<b>417 168</b>	<b>770 061</b>	<b>733 343</b>	<b>737 054</b>	<b>525 969</b>	<b>643 472</b>	<b>560 080</b>
	<b>Produits financiers</b>	<b>3 820</b>	<b>8 409</b>	<b>10 960</b>	<b>20 781</b>	<b>3 055</b>	<b>7 598</b>	<b>1 643</b>	<b>9 074</b>	<b>4 700</b>	<b>11 419</b>	<b>16 152</b>
	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>10 902</b>	<b>30 700</b>	<b>103 112</b>	<b>38 480</b>	<b>40 841</b>	<b>10 227</b>	<b>104 979</b>	<b>37 819</b>	<b>7 497</b>	<b>9 709</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>437 021</b>	<b>543 005</b>	<b>743 309</b>	<b>907 203</b>	<b>461 064</b>	<b>787 886</b>	<b>839 965</b>	<b>783 946</b>	<b>538 166</b>	<b>664 600</b>	<b>576 232</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-27 793</b>	<b>-14 020</b>	<b>-133 159</b>	<b>-89 161</b>	<b>-14 074</b>	<b>-52 422</b>	<b>-47 081</b>	<b>-47 503</b>	<b>9 992</b>	<b>-13 821</b>	<b>4 397</b>
	<b>Résultat financier</b>	<b>3 820</b>	<b>4 237</b>	<b>10 960</b>	<b>20 781</b>	<b>3 055</b>	<b>7 598</b>	<b>1 484</b>	<b>8 591</b>	<b>4 700</b>	<b>10 760</b>	<b>16 152</b>
	<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>3 220</b>	<b>24 578</b>	<b>102 843</b>	<b>19 997</b>	<b>34 255</b>	<b>9 807</b>	<b>90 319</b>	<b>36 550</b>	<b>-8 073</b>	<b>-12 635</b>	<b>0</b>
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>-20 753</b>	<b>14 795</b>	<b>-19 356</b>	<b>-48 383</b>	<b>23 236</b>	<b>-35 113</b>	<b>44 722</b>	<b>-2 362</b>	<b>6 619</b>	<b>-15 696</b>	<b>20 549</b>
Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation												
		58,0%	46,1%	51,4%	50,1%	54,9%	57,1%	48,7%	57,6%	45,8%	42,8%	66,1%
Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation												
		23,0%	3,7%	10,2%	0,4%	19,5%	12,7%	0,0%	13,4%	17,3%	3,4%	16,9%
Charges de personnel/ Charges d'exploitation												
		33,7%	45,1%	36,9%	41,5%	29,8%	34,5%	39,9%	32,8%	48,7%	49,6%	28,3%
Charges d'exploitation/Total des charges												
		98,3%	98,1%	100,0%	98,1%	98,5%	99,9%	98,1%	99,8%	97,1%	96,6%	100,0%
Bénéfice/total des produits												
		-4,7%	2,7%	-2,6%	-5,3%	5,0%	-4,5%	5,3%	-0,3%	1,2%	-2,4%	3,6%

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>41</u>	<u>42</u>	<u>43</u>	<u>47</u>	<u>48</u>	<u>49</u>	<u>50</u>	<u>51</u>	<u>52</u>	<u>54</u>
<b>CHARGES</b>											
60 à 62	Achats et services extérieurs	192 808	337 284	84 322	299 303	360 183	416 135	223 427	205 127	101 410	180 974
65	Autres charges, notamment subventions	2 957	185 038	157 944	365	126 011	8 752	29 935	5 599	65 864	54 204
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>195 765</b>	<b>522 323</b>	<b>242 266</b>	<b>299 668</b>	<b>486 194</b>	<b>424 887</b>	<b>253 362</b>	<b>210 726</b>	<b>167 274</b>	<b>235 178</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	13 583	6 371	4 026	3 657	24 012	18 818	4 410	6 616	4 871	10 168
641	Salaires et traitements	111 734	77 959	80 581	120 269	436 234	229 206	106 464	84 832	72 756	138 711
645	Charges sociales	75 587	64 736	32 745	39 081	41 209	100 168	42 726	31 091	33 194	48 810
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>187 321</b>	<b>142 695</b>	<b>113 326</b>	<b>159 350</b>	<b>477 444</b>	<b>329 374</b>	<b>149 190</b>	<b>115 923</b>	<b>105 950</b>	<b>187 521</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	18 858	44 151	20 383	67 981	107 222	83 835	63 475	29 124	43 406	28 110
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>415 527</b>	<b>715 540</b>	<b>380 001</b>	<b>530 656</b>	<b>1 094 871</b>	<b>856 914</b>	<b>470 437</b>	<b>362 389</b>	<b>321 501</b>	<b>460 977</b>
66	<b>Charges financières</b>	4 958			11 734	2 263			1	17 889	3 044
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	13 102	7 826	266		5 295		126	39 880	15 558	672
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>									123	
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>433 587</b>	<b>723 366</b>	<b>380 267</b>	<b>542 390</b>	<b>1 102 430</b>	<b>856 914</b>	<b>470 563</b>	<b>402 270</b>	<b>354 948</b>	<b>464 693</b>

<b>PRODUITS</b>											
70	Chiffre d'affaires nets	0	65 188	121 713	52551	254 184	94 596	0	64 874	8	111 691
74	Subventions	12 634	10 914	16 398	152933	157 593	82 012	166 398	41 012	95 533	20 779
75	Autres produits, notamment cotisation	402 687	603 312	263 897	308598	508 758	721 086	285 729	47 817	236 516	295 958
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>415 321</b>	<b>679 414</b>	<b>402 008</b>	<b>514082</b>	<b>920 535</b>	<b>897 694</b>	<b>452 127</b>	<b>153 703</b>	<b>332 057</b>	<b>428 428</b>
	<b>Produits financiers</b>	4 503	4 256	6 339	9839	28 007	15 601	9 619	284 891	2 305	18 523
	<b>Produits exceptionnels</b>	1 426	10 758	10 128	18994	101 554	44 723	21 075	6 449	27 707	27 593
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>421 250</b>	<b>694 428</b>	<b>418 475</b>	<b>542 915</b>	<b>1 050 096</b>	<b>958 018</b>	<b>482 821</b>	<b>445 043</b>	<b>362 069</b>	<b>474 544</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-206</b>	<b>-36 126</b>	<b>22 007</b>	<b>-16 574</b>	<b>-174 336</b>	<b>40 780</b>	<b>-18 310</b>	<b>-208 686</b>	<b>10 556</b>	<b>-32 549</b>
	<b>Résultat financier</b>	<b>-455</b>	<b>4 256</b>	<b>6 339</b>	<b>-1 895</b>	<b>25 744</b>	<b>15 601</b>	<b>9 619</b>	<b>284 890</b>	<b>-15 584</b>	<b>15 479</b>
	<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-11 676</b>	<b>2 932</b>	<b>9 862</b>	<b>18 994</b>	<b>96 259</b>	<b>44 723</b>	<b>20 949</b>	<b>-33 431</b>	<b>12 149</b>	<b>26 921</b>
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>-12 337</b>	<b>-28 938</b>	<b>38 208</b>	<b>525</b>	<b>-52 334</b>	<b>101 104</b>	<b>12 258</b>	<b>42 773</b>	<b>7 121</b>	<b>9 851</b>
	Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation	47,1%	73,0%	63,8%	56,5%	44,4%	49,6%	53,9%	58,1%	52,0%	51,0%
	Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation	0,7%	25,9%	41,6%	0,1%	11,5%	1,0%	6,4%	1,5%	20,5%	11,8%
	Charges de personnel/ Charges d'exploitation	45,1%	19,9%	29,8%	30,0%	43,6%	38,4%	31,7%	32,0%	33,0%	40,7%
	Charges d'exploitation/Total des charges	95,8%	98,9%	99,9%	97,8%	99,3%	100,0%	100,0%	90,1%	90,6%	99,2%
	Bénéfice/total des produits	-2,9%	-4,2%	9,1%	0,1%	-5,0%	10,6%	2,5%	9,6%	2,0%	2,1%

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>55 en 2002</u>	<u>56</u>	<u>57</u>	<u>59</u>	<u>60</u>	<u>61</u>	<u>63</u>	<u>64</u>	<u>65</u>	<u>66</u>	<u>67</u>
<b><u>CHARGES</u></b>												
60 à 62	Achats et services extérieurs	228 987	255 131	81 227	491 594	22 381	113 243	407 564	232 587	457 899	281 082	311 031
65	Autres charges, notamment subventions	18 555	144 616	18 634	101 194	58 364	5 511	299 714	137 438	143 418	9 400	100
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>247 542</b>	<b>399 747</b>	<b>99 861</b>	<b>592 788</b>	<b>80 745</b>	<b>118 754</b>	<b>707 278</b>	<b>370 025</b>	<b>601 317</b>	<b>290 482</b>	<b>311 131</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	10 649	35 136	4 351	3 280	1 304	1 023	18 986	10 032	17 253	11 228	4 779
641	Salaires et traitements	152 654	401 132	66 549	83 322	43 260	67 321	216 096	201 502	182 957	137 460	134 591
645	Charges sociales	68 827	122 667	25 501	64 671	17 263	25 099	89 752	82 376	138 038	50 400	55 250
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>221 481</b>	<b>523 799</b>	<b>92 050</b>	<b>147 993</b>	<b>60 523</b>	<b>92 420</b>	<b>305 848</b>	<b>283 886</b>	<b>320 995</b>	<b>187 860</b>	<b>189 841</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	40 710	69 368	29 426	39 574	3 938	19 852	58 094	72 536	46 222	50 317	32 970
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>520 382</b>	<b>1 028 049</b>	<b>225 688</b>	<b>783 635</b>	<b>146 510</b>	<b>232 049</b>	<b>1 090 206</b>	<b>736 479</b>	<b>985 787</b>	<b>539 887</b>	<b>538 721</b>
66	<b>Charges financières</b>	26	5 956	5 324		468	18 451	1 861	3 463			1
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	3 360	29 328		6	22		16 090		15 015	15 000	226
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>											20
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>523 768</b>	<b>1 063 332</b>	<b>231 012</b>	<b>783 641</b>	<b>147 000</b>	<b>250 500</b>	<b>1 108 157</b>	<b>739 942</b>	<b>1 000 802</b>	<b>554 887</b>	<b>538 968</b>

<b><u>PRODUITS</u></b>												
70	Chiffre d'affaires nets	162 584	30 476	23 459	27 701	0	128 783	100 122	159 086	428 514	17 460	12 464
74	Subventions	142 472	424 089	13 600	124 273	2 494	83 173	173 346	126 558	274 029	99 123	90 445
75	Autres produits, notamment cotisation	205 627	517 651	263 978	618 710	163 348	49 946	895 944	480 039	259 185	389 770	487 649
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>510 683</b>	<b>972 216</b>	<b>301 037</b>	<b>770 684</b>	<b>165 842</b>	<b>261 902</b>	<b>1 169 412</b>	<b>765 683</b>	<b>961 728</b>	<b>506 353</b>	<b>590 558</b>
	<b>Produits financiers</b>	28 228	10 227	2 992	4 504	4 308	144	2 589	4 256	4 774	9 898	6 712
	<b>Produits exceptionnels</b>	37 804	111 115	0	300		5 768	22 598	24 415	18 512	63 028	23 357
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>576 715</b>	<b>1 093 558</b>	<b>304 029</b>	<b>775 488</b>	<b>170 150</b>	<b>267 814</b>	<b>1 194 599</b>	<b>794 364</b>	<b>985 014</b>	<b>579 279</b>	<b>620 627</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-9 699</b>	<b>-55 833</b>	<b>75 349</b>	<b>-12 951</b>	<b>19 332</b>	<b>29 853</b>	<b>79 206</b>	<b>29 204</b>	<b>-24 059</b>	<b>-33 534</b>	<b>51 837</b>
	<b>Résultat financier</b>	<b>28 202</b>	<b>4 271</b>	<b>-2 332</b>	<b>4 504</b>	<b>3 840</b>	<b>-18 307</b>	<b>728</b>	<b>793</b>	<b>4 774</b>	<b>9 898</b>	<b>6 711</b>
	<b>Résultat exceptionnel</b>	34 444	81 787	0	294	-22	5 768	6 508	24 415	3 497	48 028	23 131
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>52 947</b>	<b>30 226</b>	<b>73 017</b>	<b>-8 153</b>	<b>23 150</b>	<b>17 314</b>	<b>86 442</b>	<b>54 422</b>	<b>-15 788</b>	<b>24 392</b>	<b>81 659</b>
	Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation	47,6%	38,9%	44,2%	75,6%	55,1%	51,2%	64,9%	50,2%	61,0%	53,8%	57,8%
	Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation	3,6%	14,1%	8,3%	12,9%	39,8%	2,4%	27,5%	18,7%	14,5%	1,7%	0,0%
	Charges de personnel/ Charges d'exploitation	42,6%	51,0%	40,8%	18,9%	41,3%	39,8%	28,1%	38,5%	32,6%	34,8%	35,2%
	Charges d'exploitation/Total des charges	99,4%	96,7%	97,7%	100,0%	99,7%	92,6%	98,4%	99,5%	98,5%	97,3%	100,0%
	Bénéfice/total des produits	9,2%	2,8%	24,0%	-1,1%	13,6%	6,5%	7,2%	6,9%	-1,6%	4,2%	13,2%

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>68</u>	<u>69</u>	<u>70</u>	<u>71</u>	<u>72</u>	<u>73</u>	<u>74</u>	<u>76</u>	<u>77</u>	<u>78</u>	<u>79</u>
<b><u>CHARGES</u></b>												
60 à 62	Achats et services extérieurs	124 953	224 993	112 304	240 123	468 147	367 443	101 249	301 042	165 686	97 800	182 630
65	Autres charges, notamment subventions	15 607	226 650	119 530	7 642	220 754	872	197	4 094	111 819	30 605	3 151
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>140 559</b>	<b>451 643</b>	<b>231 834</b>	<b>247 765</b>	<b>688 901</b>	<b>368 315</b>	<b>101 446</b>	<b>305 136</b>	<b>277 505</b>	<b>128 404</b>	<b>185 782</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	6 021	8 087	5 350	16 143	10 364	5 781	204	7 744	7 524	1 736	2 372
641	Salaires et traitements	65 400	161 741	113 479	190 853	159 292	107 163	47 025	83 666	128 615		68 573
645	Charges sociales	57 003	76 811	33 820	82 778	50 024	36 601	21 178	32 817	50 482		33 538
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>122 403</b>	<b>238 551</b>	<b>147 299</b>	<b>273 631</b>	<b>209 316</b>	<b>143 764</b>	<b>68 203</b>	<b>116 483</b>	<b>179 097</b>	<b>30 349</b>	<b>102 111</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	22 348	25 525	23 475	70 245	30 225	54 022	12 399	6 496	30 219	1 677	60 959
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>291 332</b>	<b>723 806</b>	<b>407 959</b>	<b>607 784</b>	<b>938 806</b>	<b>571 882</b>	<b>182 252</b>	<b>435 859</b>	<b>494 346</b>	<b>162 166</b>	<b>351 224</b>
66	<b>Charges financières</b>	239	1 640	196	6 944	310	0	1 087	0	0	13	10 273
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	112	3 090	29 006	40 869	4 189	0	63 007	0	1 896		560
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>291 683</b>	<b>728 536</b>	<b>437 161</b>	<b>655 597</b>	<b>943 305</b>	<b>571 882</b>	<b>246 346</b>	<b>435 859</b>	<b>496 242</b>	<b>162 179</b>	<b>362 057</b>

<b><u>PRODUITS</u></b>												
70	Chiffre d'affaires nets	247 913	5 500	2 794	1 809	825 587	480 072	0	270 377	0	11 877	4 009
74	Subventions	8 374	25 817	41 389	94 654	30 806	227 979	51 710	143 978	18 424	9 157	37 354
75	Autres produits, notamment cotisation	22 747	626 303	413 390	514 801	118 237	341 803	176 589	18 187	417 323	118 904	366 002
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>279 034</b>	<b>657 620</b>	<b>457 573</b>	<b>611 264</b>	<b>974 630</b>	<b>1 049 854</b>	<b>228 299</b>	<b>432 542</b>	<b>435 747</b>	<b>139 938</b>	<b>407 365</b>
	<b>Produits financiers</b>	5 034	2 624	14 456	6 870	5 641	23 872	7 818	2 438	25 900	0	5 915
	<b>Produits exceptionnels</b>	0	9 966	20 120	22 412	24 051	1 415	50 796	2 922	13 422	0	9 582
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>284 068</b>	<b>670 210</b>	<b>492 149</b>	<b>640 546</b>	<b>1 004 322</b>	<b>1 075 141</b>	<b>286 913</b>	<b>437 902</b>	<b>475 069</b>	<b>139 938</b>	<b>422 862</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	-12 298	-66 186	49 614	3 480	35 824	477 972	46 047	-3 317	-58 599	-22 228	56 141
	<b>Résultat financier</b>	4 795	984	14 260	-74	5 331	23 872	6 731	2 438	25 900	-13	-4 358
	<b>Résultat exceptionnel</b>	-112	6 876	-8 886	-18 457	19 862	1 415	-12 211	2 922	11 526	0	9 022
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>-7 615</b>	<b>-58 326</b>	<b>54 988</b>	<b>-15 051</b>	<b>61 017</b>	<b>503 259</b>	<b>40 567</b>	<b>2 043</b>	<b>-21 173</b>	<b>-22 241</b>	<b>60 805</b>
	Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation	48,2%	62,4%	56,8%	40,8%	73,4%	64,4%	55,7%	70,0%	56,1%	79,2%	52,9%
	Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation	5,4%	31,3%	29,3%	1,3%	23,5%	0,2%	0,1%	0,9%	22,6%	18,9%	0,9%
	Charges de personnel/ Charges d'exploitation	42,0%	33,0%	36,1%	45,0%	22,3%	25,1%	37,4%	26,7%	36,2%	18,7%	29,1%
	Charges d'exploitation/Total des charges	99,9%	99,4%	93,3%	92,7%	99,5%	100,0%	74,0%	100,0%	99,6%	100,0%	97,0%
	Bénéfice/total des produits	-2,7%	-8,7%	11,2%	-2,3%	6,1%	46,8%	14,1%	0,5%	-4,5%	-15,9%	14,4%

<u>Cpte</u>	<u>Libellé</u>	<u>80</u>	<u>81</u>	<u>83</u>	<u>85</u>	<u>86</u>	<u>87</u>	<u>88</u>	<u>89</u>	<u>90</u>	<u>91</u>	<u>95</u>
<b><u>CHARGES</u></b>												
60 à 62	Achats et services extérieurs	234 364	203 394	100 052	250 598	261 290	182 406	140 070	20 816	25 981	98 227	133 703
65	Autres charges, notamment subventions	68 761	243 617	118 120	70 668	63 703	26 429	12 296	22 207	10 969	17 239	5 793
	<b>Dépenses de fonctionnement (I)</b>	<b>303 125</b>	<b>447 011</b>	<b>218 172</b>	<b>321 266</b>	<b>324 993</b>	<b>259 038</b>	<b>152 366</b>	<b>133 216</b>	<b>36 950</b>	<b>115 466</b>	<b>139 496</b>
63	<b>Impôts, taxes (II)</b>	8 644	11 361	10 505	11 539	6 525	7 052	4 085	2 634	663	8 964	5 402
641	Salaires et traitements	70 610	172 172	125 539	96 153	150 374	139 558	84 932	84 581	11 015	88 909	90 508
645	Charges sociales	30 110	61 890	50 238	84 511	61 244	56 044	29 191	37 862	3 161	36 019	30 201
64	<b>Charges de personnel (III)</b>	<b>100 720</b>	<b>234 061</b>	<b>175 777</b>	<b>180 664</b>	<b>211 618</b>	<b>195 602</b>	<b>114 123</b>	<b>122 443</b>	<b>14 176</b>	<b>124 929</b>	<b>120 709</b>
68	<b>Dotations aux amort. et provisions (IV)</b>	34 808	85 137	61 847	20 066	55 781	30 744	12 290	48 834	10 969	12 367	15 748
	<b>Charges d'exploitation (I+II+III+IV)</b>	<b>447 297</b>	<b>777 570</b>	<b>466 301</b>	<b>533 535</b>	<b>598 918</b>	<b>492 436</b>	<b>282 864</b>	<b>307 127</b>	<b>62 758</b>	<b>261 727</b>	<b>281 355</b>
66	<b>Charges financières</b>	13 066				1 430	159	55	1 210		70	1 732
67	<b>Charges exceptionnelles</b>	77 041	21 404	14 685	201	682	590	33 598		143	2 703	287
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>			-121					890			
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>537 404</b>	<b>798 974</b>	<b>480 744</b>	<b>533 736</b>	<b>601 029</b>	<b>493 185</b>	<b>316 517</b>	<b>309 227</b>	<b>62 901</b>	<b>264 499</b>	<b>283 374</b>

<b><u>PRODUITS</u></b>												
70 à 72	Chiffre d'affaires nets	0	210 639	5 275	0	50 744	33 945	54 075	0	30 194	0	10 437
74	Subventions	55 884	158 074	123 988	56 182	156 850	117 788	76 689	35 492	1 236	19 136	88 029
75	Autres produits, notamment cotisation	310 440	444 173	301 452	503 481	388 887	333 192	192 558	273 515	32 723	208 698	129 048
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>366 324</b>	<b>812 886</b>	<b>430 715</b>	<b>559 663</b>	<b>596 481</b>	<b>484 925</b>	<b>323 322</b>	<b>309 007</b>	<b>64 153</b>	<b>227 834</b>	<b>227 514</b>
	<b>Produits financiers</b>	21 209	10 719	3 136	2 296	6 217	21 877	1 216	8 896	799	0	691
	<b>Produits exceptionnels</b>	65 099	24 702	64 557	838	46 459	56 209	26 251	55 070	1 651	28 853	1 632
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>452 632</b>	<b>848 307</b>	<b>498 408</b>	<b>562 797</b>	<b>649 157</b>	<b>563 011</b>	<b>350 789</b>	<b>372 973</b>	<b>66 603</b>	<b>256 687</b>	<b>229 837</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-80 973</b>	<b>35 316</b>	<b>-35 586</b>	<b>26 128</b>	<b>-2 437</b>	<b>-7 511</b>	<b>40 458</b>	<b>1 880</b>	<b>1 395</b>	<b>-33 893</b>	<b>-53 841</b>
	<b>Résultat financier</b>	<b>8 143</b>	<b>10 719</b>	<b>3 136</b>	<b>2 296</b>	<b>4 787</b>	<b>21 718</b>	<b>1 161</b>	<b>7 686</b>	<b>799</b>	<b>-70</b>	<b>-1 041</b>
	<b>Résultat exceptionnel</b>	-11 942	3 298	49 872	637	45 777	55 619	-7 347	55 070	1 508	26 150	1 345
	<b>BENEFICE ou PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>-84 772</b>	<b>49 333</b>	<b>17 664</b>	<b>29 061</b>	<b>48 128</b>	<b>69 826</b>	<b>34 272</b>	<b>63 746</b>	<b>3 702</b>	<b>-7 812</b>	<b>-53 537</b>
	Dépenses de fonctionnement / Charges d'exploitation	67,8%	57,5%	46,8%	60,2%	54,3%	52,6%	53,9%	43,4%	58,9%	44,1%	49,6%
	Cpte 65 subventions / Charges d'exploitation	15,4%	31,3%	25,3%	13,2%	10,6%	5,4%	4,3%	7,2%	17,5%	6,6%	2,1%
	Charges de personnel/ Charges d'exploitation	22,5%	30,1%	37,7%	33,9%	35,3%	39,7%	40,3%	39,9%	22,6%	47,7%	42,9%
	Charges d'exploitation/Total des charges	83,2%	97,3%	97,0%	100,0%	99,6%	99,8%	89,4%	99,3%	99,8%	99,0%	99,3%
	Bénéfice/total des produits	-18,7%	5,8%	3,5%	5,2%	7,4%	12,4%	9,8%	17,1%	5,6%	-3,0%	-23,3%

**Tableau des soldes intermédiaires de gestion de la fédération du Finistère**

	<b>2 003</b>	<b>Poids structur el</b>
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>503 896</b>	
- piscicultures	4 865	4,56%
- subventions	345 093	323,11%
- cotisations	153 938	144,13%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>472 557</b>	
-Charges de personnel	233 797	130,70%
- Dépenses de fonctionnement	238 760	133,47%
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>31 339</b>	<b>6,22%</b>
Produits financiers	8 409	
Charges financières	4 172	
<b>Résultat financier</b>	<b>4 237</b>	
Produits exceptionnels	30 700	
Charges exceptionnelles	6 122	
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>24 578</b>	
<b>Résultat net comptable</b>	<b>60 154</b>	
Dotations aux provisions et amort.	36 067	
<b>C.A.F (capacité d'Auto finanant)</b>	<b>96 221</b>	

## Tableaux des soldes intermédiaires de gestion

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>492 517</b>	<b>242 809</b>	<b>337 963</b>	<b>364 185</b>	<b>334 390</b>	<b>682 784</b>	<b>459 670</b>	<b>249 155</b>	<b>638 658</b>	<b>253 652</b>
- piscicultures	47 583	0	67 864	33 233	1 490	211 821	55 060	223 615	185 030	9 310
- subventions	29 199	2 246	59 673	161 686	76 622	160 660	10 413	13 315	185 918	30 928
- cotisations	415 735	240 563	210 426	169 266	256 278	310 303	394 198	12 225	267 710	213 414
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>479 480</b>	<b>247 314</b>	<b>372 088</b>	<b>350 782</b>	<b>232 946</b>	<b>604 634</b>	<b>417 636</b>	<b>274 606</b>	<b>498 915</b>	<b>187 670</b>
-Charges de personnel	330 554	82 293	186 169	174 576	122 039	236 277	152 418	91 729	187 187	99 470
- Dépenses de fonctionnement	<b>148 926</b>	<b>165 021</b>	<b>185 919</b>	<b>176 206</b>	<b>110 907</b>	<b>368 357</b>	<b>265 218</b>	<b>182 877</b>	<b>311 728</b>	<b>88 200</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>13 037</b>	<b>-4 505</b>	<b>-34 125</b>	<b>13 403</b>	<b>101 444</b>	<b>78 150</b>	<b>42 035</b>	<b>-25 451</b>	<b>139 743</b>	<b>65 982</b>
Produits financiers	6 550	121 079	20 333	586	15 711	75 394	5 865	3 231	20 361	0
Charges financières	102	108 702	406		19				48 374	4 085
<b>Résultat financier</b>	<b>6 448</b>	<b>12 377</b>	<b>19 927</b>	<b>586</b>	<b>15 692</b>	<b>75 394</b>	<b>5 865</b>	<b>3 231</b>	<b>-28 013</b>	<b>-4 085</b>
Produits exceptionnels	20 144	40 066		66 305	43 981	11 277	66 855	6 940	30 083	19 926
Charges exceptionnelles	168	37 605	4 084	28 751	3 243	33 202	32 840	1	35	0
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>19 976</b>	<b>2 461</b>	<b>-4 084</b>	<b>37 554</b>	<b>40 738</b>	<b>-21 925</b>	<b>34 015</b>	<b>6 940</b>	<b>30 048</b>	<b>19 926</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>39 461</b>	<b>10 333</b>	<b>-18 282</b>	<b>51 543</b>	<b>157 874</b>	<b>131 619</b>	<b>81 914</b>	<b>-15 280</b>	<b>141 778</b>	<b>81 823</b>

	11	12	13	14	18	19	20	21	22	23
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>381 930</b>	<b>791 657</b>	<b>386 193</b>	<b>483 413</b>	<b>573 614</b>	<b>480 955</b>	<b>207 211</b>	<b>965 760</b>	<b>596 553</b>	<b>261 987</b>
- piscicultures	15 506	138 243	17 104	215 094	0	2 581	0	375 536	44 128	8 271
- subventions	118 928	198 638	177 595	117 171	90 472	124 797	62 736	125 285	195 202	108 457
- cotisations	247 496	454 776	191 494	151 148	483 142	353 578	144 475	464 939	357 223	145 259
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>253 427</b>	<b>702 971</b>	<b>513 693</b>	<b>458 810</b>	<b>563 019</b>	<b>388 341</b>	<b>183 581</b>	<b>883 595</b>	<b>618 639</b>	<b>219 786</b>
-Charges de personnel	17 559	379 792	267 588	248 751	131 316	158 116	99 250	440 228	314 415	72 187
- Dépenses de fonctionnement	<b>235 868</b>	<b>323 179</b>	<b>246 105</b>	<b>210 059</b>	<b>431 703</b>	<b>230 225</b>	<b>84 331</b>	<b>443 367</b>	<b>304 224</b>	<b>147 599</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>128 503</b>	<b>88 686</b>	<b>-127 500</b>	<b>24 603</b>	<b>10 595</b>	<b>92 614</b>	<b>23 630</b>	<b>82 165</b>	<b>-22 086</b>	<b>42 201</b>
Produits financiers	3 465	13 659	1 859	0	4 299	11 366	514	13 069	2 757	3 458
Charges financières	220	8 665	1 101	0	0	0	0	3	2 695	72
<b>Résultat financier</b>	<b>3 245</b>	<b>4 994</b>	<b>758</b>	<b>0</b>	<b>4 299</b>	<b>11 366</b>	<b>514</b>	<b>13 066</b>	<b>62</b>	<b>3 386</b>
Produits exceptionnels	0	115 224	151 081	290 389	72	113 101	17 786	62 507	33 423	20 355
Charges exceptionnelles	15	15	0	1 681	100	78 823	4 115	3 839	1 216	262
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-15</b>	<b>115 208</b>	<b>151 081</b>	<b>288 708</b>	<b>-28</b>	<b>34 279</b>	<b>13 671</b>	<b>58 668</b>	<b>32 207</b>	<b>20 093</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>131 733</b>	<b>208 889</b>	<b>24 339</b>	<b>313 311</b>	<b>14 866</b>	<b>138 259</b>	<b>37 815</b>	<b>153 899</b>	<b>10 183</b>	<b>65 680</b>

	24	25	26	29	30	31	32	33	34	35
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>830 608</b>	<b>359 077</b>	<b>422 299</b>	<b>503 896</b>	<b>629 237</b>	<b>847 942</b>	<b>417 168</b>	<b>770 061</b>	<b>733 343</b>	<b>737 054</b>
- piscicultures	7 248	22 270	43 425	4 865	26 407	-7 059	61 427	0	78 284	153 019
- subventions	142 368	10 623	111 161	345 093	260 356	118 060	92 875	148 321	198 836	255 233
- cotisations	680 992	326 184	267 714	153 938	342 474	736 940	262 866	621 740	456 223	328 802
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>841 833</b>	<b>0</b>	<b>418 639</b>	<b>491 141</b>	<b>690 681</b>	<b>861 703</b>	<b>370 510</b>	<b>768 826</b>	<b>707 992</b>	<b>724 255</b>
-Charges de personnel	332 312	109 085	151 784	233 797	280 972	388 548	128 642	283 893	311 542	257 019
- Dépenses de fonctionnement	<b>509 521</b>	<b>203 334</b>	<b>266 855</b>	<b>257 344</b>	<b>409 709</b>	<b>473 155</b>	<b>241 868</b>	<b>484 933</b>	<b>396 450</b>	<b>467 236</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>-11 225</b>	<b>359 077</b>	<b>3 660</b>	<b>12 755</b>	<b>-61 444</b>	<b>-13 761</b>	<b>46 658</b>	<b>1 235</b>	<b>25 351</b>	<b>12 799</b>
Produits financiers	7 847	7 701	3 820	8 409	10 960	20 781	3 055	7 598	1 643	9 074
Charges financières	5	4 217	0	4 172	0				159	483
<b>Résultat financier</b>	<b>7 842</b>	<b>3 484</b>	<b>3 820</b>	<b>4 237</b>	<b>10 960</b>	<b>20 781</b>	<b>3 055</b>	<b>7 598</b>	<b>1 484</b>	<b>8 591</b>
Produits exceptionnels	94 291	61 356	10 902	30 700	103 112	38 480	40 841	10 227	104 979	37 819
Charges exceptionnelles	1 485	52 959	7 682	6 122	269	18 483	6 586	420	14 660	1 269
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>92 806</b>	<b>8 397</b>	<b>3 220</b>	<b>24 578</b>	<b>102 843</b>	<b>19 997</b>	<b>34 255</b>	<b>9 807</b>	<b>90 319</b>	<b>36 550</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>89 423</b>	<b>370 958</b>	<b>10 700</b>	<b>41 570</b>	<b>52 359</b>	<b>27 017</b>	<b>83 968</b>	<b>18 640</b>	<b>117 154</b>	<b>57 940</b>

	36	37	38	41	42	43	47	48	49	50
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>525 969</b>	<b>643 472</b>	<b>560 080</b>	<b>415 321</b>	<b>679 414</b>	<b>402 008</b>	<b>514 082</b>	<b>920 535</b>	<b>897 694</b>	<b>452 127</b>
- piscicultures	0	36 000	87 417	0	65 188	121 713	52 551	254 184	94 596	0
- subventions	51 909	61 685	69 381	12 634	10 914	16 398	152 933	157 593	82 012	166 398
- cotisations	474 060	545 787	403 282	402 687	603 312	263 897	308 598	508 758	721 086	285 729
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>497 296</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>396 669</b>	<b>671 389</b>	<b>359 618</b>	<b>462 675</b>	<b>987 650</b>	<b>773 079</b>	<b>406 962</b>
-Charges de personnel	251 299	326 099	157 226	187 321	142 695	113 326	159 350	477 444	329 374	149 190
- Dépenses de fonctionnement	<b>245 997</b>	<b>309 624</b>	<b>377 675</b>	<b>209 348</b>	<b>528 694</b>	<b>246 292</b>	<b>303 325</b>	<b>510 206</b>	<b>443 705</b>	<b>257 772</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>28 673</b>	<b>643 472</b>	<b>560 080</b>	<b>18 652</b>	<b>8 025</b>	<b>42 390</b>	<b>51 407</b>	<b>-67 115</b>	<b>124 615</b>	<b>45 165</b>
Produits financiers	4 700	11 419	16 152	4 503	4 256	6 339	9 839	28 007	15 601	9 619
Charges financières		659	0	4 958			11 734	2 263		
<b>Résultat financier</b>	<b>4 700</b>	<b>10 760</b>	<b>16 152</b>	<b>-455</b>	<b>4 256</b>	<b>6 339</b>	<b>-1 895</b>	<b>25 744</b>	<b>15 601</b>	<b>9 619</b>
Produits exceptionnels	7 497	9 709	0	1 426	10 758	10 128	18 994	101 554	44 723	21 075
Charges exceptionnelles	15 570	22 343	0	13 102	7 826	266		5 295		126
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-8 073</b>	<b>-12 635</b>	<b>0</b>	<b>-11 676</b>	<b>2 932</b>	<b>9 862</b>	<b>18 994</b>	<b>96 259</b>	<b>44 723</b>	<b>20 949</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>25 300</b>	<b>641 597</b>	<b>576 232</b>	<b>6 521</b>	<b>15 213</b>	<b>58 591</b>	<b>68 506</b>	<b>54 888</b>	<b>184 939</b>	<b>75 733</b>

	51	52	54	55	56	57	59	60	61	63
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>153 703</b>	<b>332 057</b>	<b>428 428</b>	<b>510 683</b>	<b>972 216</b>	<b>301 037</b>	<b>770 684</b>	<b>165 842</b>	<b>261 902</b>	<b>1 169 412</b>
- piscicultures	64 874	8	111 691	162 584	30 476	23 459	27 701	0	128 783	100 122
- subventions	41 012	95 533	20 779	142 472	424 089	13 600	124 273	2 494	83 173	173 346
- cotisations	47 817	236 516	295 958	205 627	517 651	263 978	618 710	163 348	49 946	895 944
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>333 265</b>	<b>278 095</b>	<b>432 867</b>	<b>479 672</b>	<b>958 681</b>	<b>196 262</b>	<b>744 061</b>	<b>142 572</b>	<b>212 197</b>	<b>1 032 112</b>
-Charges de personnel	115 923	105 950	187 521	221 481	523 799	92 050	147 993	60 523	92 420	305 848
- Dépenses de fonctionnement	<b>217 342</b>	<b>172 145</b>	<b>245 346</b>	<b>258 191</b>	<b>434 883</b>	<b>104 212</b>	<b>596 068</b>	<b>82 049</b>	<b>119 777</b>	<b>726 264</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>-179 562</b>	<b>53 962</b>	<b>-4 439</b>	<b>31 011</b>	<b>13 535</b>	<b>104 775</b>	<b>26 623</b>	<b>23 270</b>	<b>49 705</b>	<b>137 300</b>
Produits financiers	284 891	2 305	18 523	28 228	10 227	2 992	4 504	4 308	144	2 589
Charges financières	1	17 889	3 044	26	5 956	5 324		468	18 451	1 861
<b>Résultat financier</b>	<b>284 890</b>	<b>-15 584</b>	<b>15 479</b>	<b>28 202</b>	<b>4 271</b>	<b>-2 332</b>	<b>4 504</b>	<b>3 840</b>	<b>-18 307</b>	<b>728</b>
Produits exceptionnels	6 449	27 707	27 593	37 804	111 115	0	300		5 768	22 598
Charges exceptionnelles	39 880	15 558	672	3 360	29 328		6	22		16 090
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-33 431</b>	<b>12 149</b>	<b>26 921</b>	<b>34 444</b>	<b>81 787</b>	<b>0</b>	<b>294</b>	<b>-22</b>	<b>5 768</b>	<b>6 508</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>71 897</b>	<b>50 527</b>	<b>37 961</b>	<b>93 657</b>	<b>99 593</b>	<b>102 443</b>	<b>31 421</b>	<b>27 088</b>	<b>37 166</b>	<b>144 536</b>

	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>765 683</b>	<b>961 728</b>	<b>506 353</b>	<b>590 558</b>	<b>279 034</b>	<b>657 620</b>	<b>457 573</b>	<b>611 264</b>	<b>974 630</b>	<b>1 049 854</b>
- piscicultures	159 086	428 514	17 460	12 464	247 913	5 500	2 794	1 809	825 587	480 072
- subventions	126 558	274 029	99 123	90 445	8 374	25 817	41 389	94 654	30 806	227 979
- cotisations	480 039	259 185	389 770	487 649	22 747	626 303	413 390	514 801	118 237	341 803
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>663 943</b>	<b>939 565</b>	<b>0</b>	<b>505 751</b>	<b>268 984</b>	<b>698 281</b>	<b>384 483</b>	<b>537 539</b>	<b>908 582</b>	<b>517 860</b>
-Charges de personnel	283 886	320 995	187 860	189 841	122 403	238 551	147 299	273 631	209 316	143 764
- Dépenses de fonctionnement	<b>380 057</b>	<b>618 570</b>	<b>301 710</b>	<b>315 910</b>	<b>146 580</b>	<b>459 730</b>	<b>237 184</b>	<b>263 908</b>	<b>699 265</b>	<b>374 096</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>101 740</b>	<b>22 163</b>	<b>506 353</b>	<b>84 807</b>	<b>10 050</b>	<b>-40 661</b>	<b>73 090</b>	<b>73 725</b>	<b>66 049</b>	<b>531 994</b>
Produits financiers	4 256	4 774	9 898	6 712	5 034	2 624	14 456	6 870	5 641	23 872
Charges financières	3 463			1	239	1 640	196	6 944	310	0
<b>Résultat financier</b>	<b>793</b>	<b>4 774</b>	<b>9 898</b>	<b>6 711</b>	<b>4 795</b>	<b>984</b>	<b>14 260</b>	<b>-74</b>	<b>5 331</b>	<b>23 872</b>
Produits exceptionnels	24 415	18 512	63 028	23 357	0	9 966	20 120	22 412	24 051	1 415
Charges exceptionnelles		15 015	15 000	226	112	3 090	29 006	40 869	4 189	0
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>24 415</b>	<b>3 497</b>	<b>48 028</b>	<b>23 131</b>	<b>-112</b>	<b>6 876</b>	<b>-8 886</b>	<b>-18 457</b>	<b>19 862</b>	<b>1 415</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>126 948</b>	<b>30 434</b>	<b>564 279</b>	<b>114 649</b>	<b>14 733</b>	<b>-32 801</b>	<b>78 464</b>	<b>55 194</b>	<b>91 242</b>	<b>557 281</b>

	74	76	77	78	79	80	81	83	85	86
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>228 299</b>	<b>432 542</b>	<b>435 747</b>	<b>139 938</b>	<b>407 365</b>	<b>366 324</b>	<b>812 886</b>	<b>430 715</b>	<b>559 663</b>	<b>596 481</b>
- piscicultures	0	270 377	0	11 877	4 009	0	210 639	5 275	0	50 744
- subventions	51 710	143 978	18 424	9 157	37 354	55 884	158 074	123 988	56 182	156 850
- cotisations	176 589	18 187	417 323	118 904	366 002	310 440	444 173	301 452	503 481	388 887
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>169 853</b>	<b>429 363</b>	<b>464 127</b>	<b>0</b>	<b>290 264</b>	<b>412 489</b>	<b>692 433</b>	<b>404 454</b>	<b>513 469</b>	<b>536 612</b>
-Charges de personnel	68 203	116 483	179 097	30 349	102 111	100 720	234 061	175 777	180 664	211 618
- Dépenses de fonctionnement	<b>101 650</b>	<b>312 880</b>	<b>285 029</b>	<b>130 140</b>	<b>188 154</b>	<b>311 769</b>	<b>458 372</b>	<b>228 677</b>	<b>332 805</b>	<b>324 993</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>58 446</b>	<b>3 179</b>	<b>-28 380</b>	<b>139 938</b>	<b>117 101</b>	<b>-46 165</b>	<b>120 453</b>	<b>26 261</b>	<b>46 194</b>	<b>59 869</b>
Produits financiers	7 818	2 438	25 900	0	5 915	21 209	10 719	3 136	2 296	6 217
Charges financières	1 087	0	0	13	10 273	13 066				1 430
<b>Résultat financier</b>	<b>6 731</b>	<b>2 438</b>	<b>25 900</b>	<b>-13</b>	<b>-4 358</b>	<b>8 143</b>	<b>10 719</b>	<b>3 136</b>	<b>2 296</b>	<b>4 787</b>
Produits exceptionnels	50 796	2 922	13 422	0	9 582	65 099	24 702	64 557	838	46 459
Charges exceptionnelles	63 007	0	1 896		560	77 041	21 404	14 685	201	682
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-12 211</b>	<b>2 922</b>	<b>11 526</b>	<b>0</b>	<b>9 022</b>	<b>-11 942</b>	<b>3 298</b>	<b>49 872</b>	<b>637</b>	<b>45 777</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>52 966</b>	<b>8 539</b>	<b>9 046</b>	<b>139 925</b>	<b>121 765</b>	<b>-49 964</b>	<b>134 469</b>	<b>79 269</b>	<b>49 127</b>	<b>110 434</b>

	87	88	89	90	91	95
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>484 925</b>	<b>323 322</b>	<b>309 007</b>	<b>64 153</b>	<b>227 834</b>	<b>227 514</b>
- piscicultures	33 945	54 075	0	30 194	0	10 437
- subventions	117 788	76 689	35 492	1 236	19 136	88 029
- cotisations	333 192	192 558	273 515	32 723	208 698	129 048
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>461 692</b>	<b>270 574</b>	<b>258 294</b>	<b>51 789</b>	<b>0</b>	<b>265 607</b>
-Charges de personnel	195 602	114 123	122 443	14 176	124 929	120 709
- Dépenses de fonctionnement	<b>266 090</b>	<b>156 451</b>	<b>135 850</b>	<b>37 613</b>	<b>124 430</b>	<b>144 898</b>
<b>E.B.E (Résultat d'exploitation)</b>	<b>23 233</b>	<b>52 748</b>	<b>50 713</b>	<b>12 364</b>	<b>227 834</b>	<b>-38 093</b>
Produits financiers	21 877	1 216	8 896	799	0	691
Charges financières	159	55	1 210		70	1 732
<b>Résultat financier</b>	<b>21 718</b>	<b>1 161</b>	<b>7 686</b>	<b>799</b>	<b>-70</b>	<b>-1 041</b>
Produits exceptionnels	56 209	26 251	55 070	1 651	28 853	1 632
Charges exceptionnelles	590	33 598		143	2 703	287
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>55 619</b>	<b>-7 347</b>	<b>55 070</b>	<b>1 508</b>	<b>26 150</b>	<b>1 345</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>100 570</b>	<b>46 562</b>	<b>113 470</b>	<b>14 671</b>	<b>253 915</b>	<b>-37 789</b>